



PhiLab



Cahier de recherche

Philanthropie privée
au 19e siècle au
Québec

David Champagne

Montréal
Décembre 2014

philab.uqam.ca

 PhiLab

Philanthropie privée au 19e siècle au Québec

David Champagne

Sociologie - UQAM

Rapport de recherche

Laboratoire montréalais sur la philanthropie canadienne

Montréal – décembre 2014

Table des matières

| | |
|---|----|
| Philanthropie privée au 19e siècle au Québec | 1 |
| Introduction..... | 3 |
| 1. Cadre théorique, concepts et contexte historique québécois | 5 |
| 1.1 Modernité au Québec | 5 |
| 1.2 Don noble, charité traditionnelle et philanthropie | 7 |
| 1.3 Sphères publiques, privées et religieuses en mutation..... | 10 |
| 1.4 Début de modernité québécoise en contexte : philanthropie et l'hypothèse de la modernisation de l'assistance..... | 12 |
| 2. Le 19e siècle au Québec, la charité traditionnelle et sa modernisation | 12 |
| 2,1. Paysage des acteurs de la charité traditionnelle au 19e siècle | 12 |
| 2.2 Charité traditionnelle : logiques redistributives, sphères du don et ses modalités | 13 |
| 2.3 Modernisation; une dynamique de rationalisation du don..... | 14 |
| 2.4. Limites du don traditionnel et du réseau d'assistance; de la montée de la question sociale à un besoin de philanthropie? | 16 |
| 3. De 1840 à 1917: un « âge d'or industriel » de la philanthropie au Québec | 18 |
| 3.1 La période industrielle comme âge d'or de la philanthropie sous sa forme prémoderne..... | 18 |
| 3.2 1840 à 1917 : Industrialisation et premier âge d'or de la philanthropie canadienne..... | 20 |
| 3.3 Classes ethnoculturelles, grande bourgeoisie canadienne et les sphères du don capitaliste..... | 23 |
| 3.4 L'industriel chevaleresque; un idéal-type de la philanthropie libérale anglaise au 19e siècle? | 24 |
| 3.5 L'idéal-type du chevalier d'industrie et les acteurs de la philanthropie privée au 19e siècle.... | 27 |
| 4. Un cas exemplaire de philanthropie écossaise au Québec : Lord Strathcona..... | 33 |
| 4.1 <i>Self made man</i> , éthique du travail et accumulation capitaliste | 33 |
| 4.2 La philanthropie chevaleresque | 37 |
| 4.3 La noblesse du <i>gentleman</i> industriel anglo-canadien et la consolidation de la haute bourgeoisie montréalaise | 40 |
| Bibliographie | 42 |

Introduction

Dans leurs travaux sur la philanthropie canadienne, Fontan, Lévesque et Charbonneau (2011) observaient le peu d'études réalisées au Canada sur la philanthropie et le mécénat. En réponse à cette lacune, une démarche de recherche a été réalisée par Fontan et Charbonneau sur l'histoire de la philanthropie aux États-Unis et au Canada. Charbonneau (2012a) a présenté dans un premier rapport de recherche une revue de littérature sur l'histoire de la philanthropie en Europe occidentale et aux États-Unis. Dans un deuxième rapport, il s'est concentré sur la situation canadienne (2012b).

Au Canada, l'acte de naissance de la philanthropie moderne se fait dans par l'*Income War Tax Act* et le *War Charities Act* de 1917 qui mettent en place des déductions fiscales illimitées aux dons, tels qu'offerts à la *Canadian Patriotic Found* (CPF) et à la Croix rouge canadienne (CRC). Avec l'incorporation de la première organisation de 1914 à 1937, le Canada s'assurait de l'appui d'un ensemble d'organisations charitables pour l'effort de guerre et mit en place un ensemble de fonds gérés par des organisations privées. La *War Charities Act* de 1917 allait changer la régulation de la charité pour contrer l'opportunisme de certains entrepreneurs et en 1920 le gouvernement abrogea les déductions fiscales illimitées pour le CPF et la CRC, mais maintiendra tout de même l'exemption d'impôt sur le revenu pour les institutions charitables, religieuses, et pour les chambres de commerce (Charbonneau, 2012b). Ces organisations devaient, après 1921, archiver annuellement leurs états d'opération, maintenant sous la supervision gouvernementale. Mais avant cette première de cinq périodes de la philanthropie moderne canadienne, la régulation étatique et juridique du don privé, est pour ainsi dire inexistante, laissée dans ce que maints historiens appellent la « négligence bénigne » des provinces qui en avaient pourtant la juridiction (Fecteau, Vaillancourt, 2011; Linteau, Durocher, Robert, 1989).

Le présent rapport de recherche répond à un objectif multiple. Il s'agira avant tout de compléter cette première périodisation du don privé au Canada, en abordant justement cette période de « négligence bénigne » de l'État, soit entre 1840 et 1914. Et, à l'instar de Charbonneau, nous insérerons cette période dans une histoire de la rationalisation du don inspirée des travaux de Weber et de Mauss (Weber, 1964; Mauss, 2007). Un deuxième objectif touche à la documentation d'un cas exemplaire de la philanthropie libérale de cette période et d'une synthèse générale du champ du don philanthropique. Sur cet aspect, nous ne serons pas exhaustifs, la documentation est par ailleurs imposante, mais nous souhaitons situer un philanthrope de l'époque par rapport à la pratique du don, chose qui a peu été faite en recherche jusqu'à présent (Fontan, Lévesques, Charbonneau, 2011). Cet angle de vu permettra de dégager la spécificité du mode de redistribution du philanthrope libéral face aux acteurs que sont l'État et l'Église. L'intention derrière cette recherche a donc été avant tout exploratoire et préliminaire. Nous en venons maintenant à ce qui est l'objectif culminant du rapport de recherche, nous tenterons de poser une première hypothèse sur la manière

dont les débuts de la modernité au 19^e siècle (entendu dans son sens économique et social) structurent une position sociale à la philanthropie qui restera déterminante par la suite.

À cette fin, nous commencerons par un bref portrait des concepts à la base de cette recherche; don, charité, philanthropie libérale, modernité et rationalisation du don sont des termes abordés. Par la suite, nous examinerons si la montée du libéralisme s'accompagne d'une rationalisation du don traditionnel en abordant plus particulièrement le cas des Sulpiciens. Ceci nous permettra d'aller à la rencontre de cette classe sociale montante qu'a été la bourgeoisie capitaliste (essentiellement anglophone et écossaise, mais aussi, bien qu'à moindre égard, francophone) et la philanthropie libérale qui y a vu jour. Enfin, nous présenterons un cas spécifique de philanthropie privée, celle de Donald Smith, qui est sur plusieurs points exemplaire d'un certain idéal type de la philanthropie libérale (McDonald, 1996; Marshall, 1907).

Ce travail étant une première mise en forme de données, plusieurs interrogations fondamentales traverseront notre texte, que nous ne pourrons pour le moment explorer entièrement. Celle qui imprimera sa forme à l'ensemble de ce rapport de recherche est la thèse de Bishop et Green selon laquelle les périodes de générosités philanthropiques correspondent à des moments historiquement constitutifs d'accumulation marquée de capital (Bishop, Green, 2008). Une accumulation de capital qui dans un cadre marxiste correspond bien une violence structurelle, en témoigne d'ailleurs la pauvreté extrême qui a caractérisé l'industrialisation (Guilhot, 2006). Ainsi en va-t-il de l'industrialisation américaine et anglaise qui favorisa une accumulation sans précédent sous l'égide d'une culture libérale de rationalisation, de productivité et d'efficacité (Zinn, 1980).

En est-il de même concernant le contexte d'industrialisation au Canada, bien qu'à la fois plus tardif et différent quant aux acteurs en présence comparativement à Angleterre et aux États-Unis (Zinn, 1980)? Car les ouvrages de Linteau, Fecteau, Petitclerc et d'autres pointent effectivement vers un contexte d'accumulation sans précédent de capitaux, propice à l'émergence d'une philanthropie capitaliste similaire à celle observée dans ces deux pays (Dowie, 2001; Gross, 2008; Robbins, 2006). De fait, c'est également dans la frange la plus fortunée de la bourgeoisie québécoise que l'on trouvera les philanthropes les plus « généreux », soit la haute bourgeoisie anglo-écossaise, dont Donald Smith est un exemple emblématique (Matthews, 1910).

1. Cadre théorique, concepts et contexte historique québécois

1.1 Modernité au Québec

Intéressés que nous soyons à délimiter les facteurs organisateurs de la philanthropie privée dans les débuts de la période moderne, nous tombons sur un enjeu conceptuel de taille, à savoir quel sens retenir concernant la modernité. Cette considération touche davantage à une définition d'une période en fonction de quelque rupture sociohistorique (Fecteau, 1996; Fecteau, Vaillancourt, 2011). Concept excessivement plastique, comme le fait remarquer Baudrillard, le mot moderne s'accorde en fonction des termes auxquels il s'applique; art, religion, période historique, État, etc. (Baudrillard, 2012). Ainsi, lorsque nous dirons « philanthropie moderne », ce ne sera pas dans le sens d'une philanthropie de la période moderne, mais bien d'une forme de philanthropie ayant les caractéristiques du moderne (Charbonneau, 2012b).

Au Québec, la période moderne est communément associée à la Révolution tranquille et à l'émergence d'un État providentiel, alors qu'auparavant l'action de l'État en assistance à la population est trop faible pour que nous puissions qualifier une période antérieure à 1960' comme moderne (Linteau, Durocher, Robert, 1989). Effectivement, les autorités publiques en matière d'assistance sont pratiquement inexistantes et ce jusqu'en 1910. (Fecteau, 1995; Fecteau, Vaillancourt, 2011) Il y a quelques exceptions de personnes placées aux frais des municipalités (Fecteau, 1995), mais cela reste marginal. C'est cette situation qui, en comparaison à certains cas européens de la même période, a amené plusieurs auteurs à désigner d'« exception » le cas Québécois (Fecteau, Vaillancourt, 2011). Contrairement à l'Angleterre et à ses Poor Laws (1601), il n'y a pas d'encadrement juridique effectif de la charité au 19e siècle (Charbonneau, 2012b). Celle-ci est plutôt redevable de la gestion des institutions religieuses, basée sur une culture et des modes de redistribution traditionnels. Bref, cette acception commune désigne une modernité politique et se base sur une qualification de l'intervention étatique, laquelle délimiterait le début d'une période historique dite moderne (Fournier, 1986). Comparativement à la France ou à l'Angleterre qui présentent une modernité politique bien antérieure à cette période, le Québec apparaît donc comme un cas quelque peu à part.

Ceci fait dire à Fecteau et Vaillancourt (2011) que ce sont des institutions religieuses et la philanthropie privée qui seront responsables de l'intervention aux plus démunis devant l'absence du secteur public. Dans une autre acception du terme, d'un point de vue d'histoire économique et sociale cette fois, le Canada est vu par plusieurs historiens comme entrant en période moderne avec l'Acte d'Union de 1840 (Linteau, Durocher, Robert, 1989;).

Éclairons ce point en discutant rapidement de la signification du « moderne ». D'après l'étude d'histoire étymologique de Warren au Canada français de 1850 à 1950, nous pouvons discerner quatre niveaux sémantiques, partie intégrante de l'idée de modernité; le moderne, le modernisme (le moderne érigé comme doctrine), la modernisation (le moderne implanté comme projet de développement socio-économique, impliquant industrialisation et la rationalisation des institutions) et finalement, la modernité (Warren, 2005). En tout premier lieu donc, le mot moderne désigne étymologiquement « être de son temps », il désigne le nouveau, le neuf, l'inédit, mais dans la presse libérale québécoise du 19^e siècle, il prendra davantage le sens de favorisant le progrès, qu'il soit technique, moral et civilisationnel. Il ne suffit plus que l'histoire produise de la nouveauté, les individus doivent de plain-pied embarquer dans ce travail productif.

Une société moderne maintenant, se définit comme (1). impliquée dans une transformation incessante de ses structures sociales et une dissolution continue des traditions (Warren, 2005; Baudrillard, 2012). Fournier (1986) propose une définition en ce même sens, en y ajoutant d'autres éléments : il faudra (2). que l'économie locale ait subi des changements profonds dus à l'industrialisation, (3). que l'Église se soit séparée de l'État et (4). que les conflits sociaux se soient multipliés. Sur certains points, cette notion rend la comparaison entre régimes d'assistance nationaux : comparativement au Canada, l'Angleterre, la France ou les États-Unis ont affirmé bien plus tôt cette division entre l'Église et l'État. Tout de même, la société canadienne de la seconde partie du 19^e siècle entre dans trois des quatre critères précédents, soit les deux premiers et le dernier. Ce contexte est d'ailleurs significatif en matière d'assistance : l'augmentation de la pauvreté, de la précarité et des conflits sociaux poussera les institutions charitables traditionnelles à une certaine modernisation du don (Lapointe-Roy, 1987).

Ainsi, et à l'instar de Fecteau, Linteau, et d'autres (Palmer, 1983; Creighton, 2002; Sweeny, 1990), nous ne considérerons pas le Québec de la Confédération à 1917 en modernité politique. Par contre, nous considérerons à tout le moins qu'au niveau social et économique il y a une modernisation en cours puisque d'autres facteurs centraux du moderne sont présents. Ces facteurs sont l'industrialisation, l'urbanisation et l'accumulation des conflits sociaux induit par l'immigration, le laisser-faire économique et la perte de pouvoir des mécanismes de régulation traditionnels (Linteau, Durocher, Robert, 1989). Nous abonderons dans le sens de Fecteau, Vaillancourt, Sweeny et Linteau qui proposent la date de 1840 et l'Acte d'Union comme rupture fondatrice structurant une entrée dans une dynamique moderne, même si la modernité politique ne s'est pas encore manifestée.

Cette matrice de la modernité aurait eu un effet marqué sur la charité traditionnelle (Lapointe-Roy, 1987). Par le fait même, l'industrialisation, l'entrée dans

une société de marché et la montée en force d'une classe bourgeoise en absence d'assistance étatique nous donnent déjà des éléments fondamentaux pour avancer l'effet de cette matrice moderne sur la philanthropie privée. Ce « don noble » à propos duquel on n'hésitera pas à vanter la générosité tout individuelle alors que, paradoxalement, il se retrouve chez les mieux nantis (Prewitt, 1995) et que la générosité affichée du don apparaît davantage comme un élément de justification que comme facteur réel de la donation. On le retrouve au 19^e siècle dans une forme de redistribution de richesse particulière au Canada tout en retenant des éléments généralement typiques de la philanthropie libérale (Tulchinsky, 1977; Benoit, 1985; Valverde, 1996).

1.2 Don noble, charité traditionnelle et philanthropie

On voit le sujet. Dans la civilisation scandinave et dans bon nombre d'autres, les échanges et les contrats se font sous la forme de cadeaux, en théorie volontaire, en réalité obligatoirement faits et rendus. (Mauss, 2007, p.7)

Dans son ouvrage classique sur les formes d'échanges, de don et de contre don dans les sociétés « traditionnelles », Mauss offre une vision à la fois compréhensive et heuristique des phénomènes de don en partant d'un constat fort : le don se présente comme volontaire et désintéressé alors qu'il est concrètement contraint, intéressé, souvent économiquement, et que le présent reçu implique généralement une obligation à rendre le don au donataire, en un « contre-don » (Mauss, 2007). Mais en fait, c'est bien davantage qu'un simple don et contre don individuel qui transparaît dans le droit et l'économie des sociétés traditionnelles pour Mauss, le don lie plutôt deux groupes qui s'obligent mutuellement, faisant des règles du don un système de prestations totales.

Les conclusions de Mauss débouchent sur l'universalité des obligations du don ainsi que leur présence dans les sociétés modernes, malgré leur fonctionnement apparemment rationalisé. Comme le dit l'auteur: « Nous n'avons pas qu'une morale de marchands. Il nous reste des gens et des classes qui ont encore les moeurs d'autrefois et nous nous y plions presque tous, au moins à certaines époques de l'année ou à certaines occasions. » (Mauss, 2007, p.90). Nous désirons appuyer ici la proposition de Mauss quant à l'intrication de modalités anciennes de rapport dans un cadre formel moderne. Nous pourrions incidemment voir les acteurs modernes comme des groupes qui s'obligent mutuellement et non seulement comme des individus donnant volontairement. Ainsi, il sera intéressant ici de souligner l'impératif plus fondamental de la redistribution, tant le don charitable que dans le don philanthropique, deux formes de don distinctes dans la tradition occidentale (Robbins, 2006).

Robbins fait remonter la tradition philanthropique européenne à l'antiquité et à deux tendances. La première provient du cadre culturel chrétien, elle est humaniste et caritative. Au sein du contexte judéo-chrétien, la charité est un don à un autrui généralisé, mû par une volonté extramondaine de faire le Bien (Robbins, 2006). Ainsi, la charité se réfère à la fois à ce qui est inhérent à l'institution de la charité qu'à son action intentionnée, car la charité c'est également une attitude au monde, un état d'esprit des plus chrétiens (Pineault, 1997; Watson, 1985). À cette forme de charité traditionnelle qu'est la charité chrétienne correspond un système de droit coutumier d'assistance obligatoire aux plus pauvres.

La deuxième a pour objet l'amélioration des qualités de vie morales et matérielles de la population et était, par le biais d'accumulation de fortunes privées, la situation de mécènes. En Grèce et en Rome antique, ces mécènes, à travers des associations privées, développaient bains publics, œuvres artistiques, aqueducs, fontaines, etc. C'était une modalité de redistribution des surplus provenant donc d'activités financières et/ou marchandes (Robbins, 2006). La notion de mécène nous est héritée du grand protecteur des belles lettres sous l'empereur romain Auguste, Gaius Maecenas (Brebisson, 1986; Debieesse, 2007). Mais dans l'histoire européenne, le mécène n'est pas nécessairement un individu, l'État, la principauté ou une institution religieuse peut agir comme subventionnaire d'œuvres artistiques. Par exemple, pendant les 13^e et 14^e siècles en Europe, Heinich et Salerno observent trois grandes catégories sociales de mécénat, soit celle de la sphère religieuse, de la sphère chevaleresque ou courtisane et finalement de la sphère bourgeoise (Brebisson, 1986). Du milieu bourgeois, le cas de Cosme de Medicis et sa dynastie est l'un des plus célèbres. En fait, le mécène est un individu donataire, mais plus strictement dédié au domaine des arts ou de l'activité artistique de manière plus large.

Si la philanthropie libérale est redevable du premier de ces deux types, on trouve que dans les transformations historiques des formes de don, ces types s'entremêlent. Et, dans une perspective weberienne, un consensus apparaît chez des auteurs comme Valverde (1996), Pineault (1997) et Watson (1985), postulant une genèse de la philanthropie privée libérale comme une sécularisation de la charité traditionnelle. Car dans une perspective historique, cette forme de charité s'inscrit dans un procès d'institutionnalisation dont l'État est l'acteur principal (Pineault, 1997). Dans le cas anglais par exemple, ce sont les Poor Laws de 1601 qui vont extraire la charité de son usage et de sa légitimité strictement chrétienne pour en faire une médiation institutionnelle soumise à une régulation politique et légale qui, dans ce cas précis, allait autonomiser la charité de l'institution religieuse (Pineault, 1997). Ce développement a rendu possible ce qu'on pourra appeler une charité « libérale ». Pineault et Watson comprennent la charité comme une médiation objective instituant à la fois donateur et bénéficiaire.

Bref, comment définirions-nous la philanthropie après cette distinction d'avec

le mécène? De manière générale, l'intention, du moins officielle, affichée par la philanthropie, est intéressée par l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de l'humanité (Karl, Katz, 1981; Bremner, 1960). Ceci passe par le bien-être social et aussi par la culture, particulièrement au secours des plus pauvres, des plus démunis. Cette acception distingue déjà la philanthropie de la charité traditionnelle, bien que des types philanthropiques précis sont élaborés par plusieurs auteurs dans un contexte moderne, comme la philanthropie libérale par exemple.

Concédant que la philanthropie est un concept disputé (Daly, 2002) et puisque souvent définit à partir de cas spécifiques, nous pouvons en discerner des expressions variables d'un contexte sociohistorique à l'autre (Robbins, 2006). Par exemple, la notion de philanthropie coloniale mentionnée par Bremner évoque ce contexte particulier des États-Unis dans les trente années avant la révolution en situation de guerre contre français et autochtones. Les besoins en assistance, bien que fort nombreux, rencontraient à la fois le manque de ressource de l'administration coloniale et les moyens relativement faibles de la philanthropie privée, lesquelles étaient incapables de financer une assistance de manière continue, le milieu privé contribue à l'assistance de l'État et l'inverse est tout aussi vrai (Bremner, 1960).

La guerre civile étatsunienne avait montré les limites de l'assistance traditionnelle, en même temps que prenait place une nouvelle classe d'entrepreneurs ouvrant le marché d'une industrie nationale, mais aussi d'une vision plus large du bien-être public impliquant éducation, développement scientifique et technologique, et du progrès libéral (Bremner, 1960; Zinn, 1980). Ces idées imprimeront à l'assistance philanthropique libérale des champs d'application et une orientation bien distincte de l'assistance traditionnelle (Karl, Katz, 1981).

C'est cette philanthropie libérale qui retient notre attention (Pineault, 1997; Karl, Katz, 1981). Celle-ci est une philanthropie prémoderne (non scientifique, non « organisée » comme l'est une fondation). Car la philanthropie n'est pas exclusivement une modalité objectivée et perpétuelle de don comme les fondations, les dons volontaires suivant le bon vouloir de l'individu en font aussi partie. Cette forme philanthropique semble la plus apte à décrire les particularités sociohistoriques de la culture philanthropique des donateurs nous intéressant; culture libérale, britannique et Écossaise du 19^e siècle au Canada.

Pineault décrit bien cette généalogie historique qui conduit de la charité traditionnelle à une philanthropie libérale. La philanthropie moderne apparaît conjointement avec la pensée du libéralisme utopique du 18^e et 19^e siècle, participant d'une réforme de l'organisation du travail sous un marché auto régulé et de l'assistance sociale en fonction d'une valeur, la responsabilisation individuelle (Pineault, 1997). Conséquemment, la charité se rationalisera à son tour en fonction de cette philosophie libérale. La tradition charitable chrétienne doit s'effacer pour

s'insérer elle aussi dans la logique du marché (Lapointe-Roy, 1987).

Pour la période du 18^e et 19^e siècle en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, le libéralisme prendra une grande part dans la rationalisation du don traditionnel, en attaquant en tout premier lieu le droit obligatoire d'assistance à la pauvreté (Pineault, 1997). L'idée de charité libérale préfigure la posture des associations charitables réformées de Londres à la fin du 19^e siècle (Jordnan, 1959). Celle-ci visait l'élimination de la pauvreté à travers deux mécanismes qui coupent avec l'universalité de la charité traditionnelle (offerte envers tous dans la pensée chrétienne). Il s'agira de l'intégration moralisatrice des aptes au travail et de la gestion des inaptes par le don philanthropique, qui apparaît ainsi comme solution globale à la montée de la pauvreté. Cette charité libérale est caractérisée par quatre objectifs : l'atténuation de la pauvreté, l'avancement de la religion, de l'éducation et de quelque autre orientation pouvant être bénéfique à la communauté (Watson, 1985).

Nous tenterons d'explicitier comment le 19^e siècle au Québec traduit une mutation similaire du don noble, mais aussi une mutation des champs sociaux du don en phase de modernisation, comme le font Fecteau et Vaillancourt dans le cas des Sulpiciens. La percée de la philanthropie libérale est loin d'être recluse dans les champs d'accumulation capitaliste, elle en déborde largement de par son langage qui s'infiltrera dans des sphères, religieuses, étatiques et traditionnelles du don (Lapointe-Roy, 1987).

1.3 Sphères publiques, privées et religieuses en mutation

Nous pouvons considérer la modernité comme composée de quatre grands acteurs, à partir de la thèse de Fontan (1991) et de ses références à Polanyi (1944) : l'État, la religion, la société civile et le milieu privé. Cette vision est alimentée par une analyse historique du contrat social liant les divers groupes de la société moderne. Par le fait même, comment définir ces différents termes et celui du privé.

Ce qui est du domaine étatique et municipal, soit de l'institution électorale et représentative, est dit public (Fecteau, Vaillancourt, 2011; Lapointe-Roy, 1987). C'est-à-dire qu'avec l'arrivée des démocraties constituantes, la gestion de l'intérêt collectif est conçue comme étant du domaine public. Voici comment l'historien Jean-Marie Fecteau l'entend: « Ne sont définies comme publiques que les mesures qui mettent en place les cadres formels de la liberté individuelle et qui garantissent son épanouissement et sa protection. » (Fecteau, 1996, p.80). D'où, enfin, les rapports entre la société civile et l'État deviennent revêtus des termes de privé et de public dans la réflexion politique de la période libérale. (Fecteau, 1996)

De cette signification inspirée de Polanyi, nous pourrions en développer une autre touchant aux fonctions sociales endossées par chaque acteur (Polanyi, 1944).

Comme le cas de l'État québécois de la Révolution tranquille (très interventionniste en matière de politiques publiques) l'illustre bien comparativement à l'État québécois du 19e siècle, les fonctions que s'arrogent un acteur peuvent grandement varier. Cet angle de vue questionne justement une association stricte entre les fonctions et rôles endossés et un acteur. Par exemple, les fonctions associées au domaine du « public » à travers l'expérience de la Révolution tranquille se situent toujours par rapport à d'autres institutions pouvant promouvoir des fonctions similaires, et dans certaines circonstances historiques, être « concurrentes » ou même remplaçante de l'État. (Fecteau, 1996) L'État est imbriqué dans une distribution des responsabilités face au social au sein d'un ensemble d'autres institutions, mais son rôle, sa fonction varie et se transforme selon les conjonctures historiques. Selon Fecteau, il apparaît qu'au niveau des institutions responsables, l'État n'est pas toujours le seul acteur possible des fonctions et rôles que l'on associe communément au domaine public.

Si nous regardons plus spécifiquement du côté des actions d'une institution, certaines autorités pourraient effectivement s'arroger des responsabilités dites de domaine « public ». À propos du 19e siècle aux États-Unis par exemple, plusieurs auteurs constatent qu'en fait le financement servant à des fins assistancielles pour la population est offert aux grandes corporations qui, sous forme de dons philanthropiques, font office d'une fonction similaire au domaine public (Bremner, 1960; Zinn, 1980). Il en est de même pour les institutions religieuses québécoises du 19e siècle qui, particulièrement pour le milieu francophone, feront office d'organisations de l'assistance publique (Lapointe-Roy, 1987). Configuration sociohistorique particulière où l'État est officiellement responsable de l'assistance dans un cadre moderne, beaucoup d'historiens le qualifieront position de « négligence bénigne », où c'est plutôt des règles assistancielles traditionnelles ou qui prennent en charge l'organisation de l'assistance.

Parallèlement, la thèse centrale de Bishop et Green (2008) selon laquelle à la plus grande présence et intervention de l'État correspond une moindre présence de la philanthropie est à critiquer (Charboneau, 2012a, 2012b). En effet, la philanthropie n'est pas un acteur entièrement indépendant : ce qu'elle gère est avant tout des fonds publics par les avantages fiscaux, les subventions publiques et les dons privés qui lui sont concédés. Elle se trouverait aussi redevable de l'action étatique et du marché qui permettent la présence d'une philanthropie en tant qu'instance particulière de redistribution de richesses. Voilà donc une excellente piste pour voir comment la période de l'industrialisation au Canada configure une redistribution particulière de l'accumulation de richesses qui se traduirait en une mutation du don de la charité, à sa rationalisation, à la montée de la philanthropie libérale.

1.4 Début de modernité québécoise en contexte : philanthropie et l'hypothèse de la modernisation de l'assistance

L'assistance charitable dans la deuxième partie du 19^e siècle sera marquée par le libéralisme et l'augmentation des problèmes liés à la pauvreté (Fournier, 1986; Fecteau, 1985; Linteau, Durocher, Robert, 1989). Alors que d'un côté l'État provincial (possédant officiellement et légalement le rôle de l'assistance publique) et l'État central, inscrits dans des dispositions libérales, garderont une posture non interventionniste, de l'autre, les administrations municipales seront peu outillées quant à elles pour répondre aux nouvelles situations de pauvreté, surtout dans les grands centres comme Montréal où la pauvreté sévit à des niveaux alarmants, spécialement dans les communautés irlandaises et francophones. Comment le réseau d'assistance répondra-t-il à ces nouvelles situations, ces « mauvais temps », selon l'expression de la presse de l'époque (Lapointe-Roy, 1987).

2. Le 19^e siècle au Québec, la charité traditionnelle et sa modernisation

2,1. Paysage des acteurs de la charité traditionnelle au 19^e siècle

Lapointe-Roy (1987) a documenté l'ensemble des grands(e)s intervenant(e)s de l'assistance à la pauvreté au Québec au 19^e siècle, surtout développé pour l'univers francophone. Nous y retrouvons les sulpiciens et le domaine du clergé, les congrégations religieuses féminines, les laïcs (Les Dames de la Charité, la Société Saint-Vincent de Paul et la philanthropie individuelle avant tout avec Olivier Berthelet) et les pouvoirs publics (l'administration municipale). Sur ce point, le contraste entre le paysage assistantiel de l'avant et de l'après l'Acte d'Union de 1840, est marqué. Après 1840, l'importance hiérarchique de l'évêché de Montréal et de Monseigneur Bourget est forte (Lapointe-Roy, 1987). Bourget fut un des grands acteurs de la modernisation des services d'assistance à Montréal, hormis les pressions socio-économiques industrielles et libérales qui y apparaissent sous l'instigation d'une politique gouvernementale de laisser-faire (sur laquelle nous reviendrons dans la section suivante). (Fecteau, Vaillancourt, 2011; Lapointe-Roy, 1987)

La période préindustrielle est caractérisée par 4 grandes figures selon Fecteau et Vaillancourt, soit les Sulpiciens, les Hospitalières de Saint-Joseph et les Frères Charron auxquels succéderont les Sœurs Grises en 1747 (Fecteau, Vaillancourt, 2011). À ces deux derniers est liée la responsabilité d'institutions classiques de l'intervention à Montréal, l'Hôtel-Dieu et l'hôpital général. Sous le régime français et une partie du régime anglais, les Sulpiciens sont maîtres du pouvoir civil et religieux : non seulement à la tête de la paroisse de Montréal, ils sont également seigneurs de trois seigneuries, soit de Montréal, du Saint-Sulpice et du lac des Deux-Montagnes. Dans une situation d'absence d'intervention publique en matière de

charité, les Sulpiciens, une organisation non officiellement charitable, mais issue de la contre-réforme et de ses valeurs de rédemption et de sollicitude envers les plus faibles sera à la fois première instance politique, ecclésiastique et charitable de Montréal. Leurs œuvres charitables remontent en effet à 1663.

2.2 Charité traditionnelle : logiques redistributives, sphères du don et ses modalités

Quelles sont les formes de redistribution classiques chez les Sulpiciens ? Il faut commencer par l'aumône, pratique centrale à la fois du financement du Séminaire (l'offrande offerte à l'église) et de la charité chrétienne (l'aumône en elle-même). L'aumônerie était faite à la porte de l'église, mais aussi sous forme de dons consentis par le curé. En matière d'aide, celle-ci est très personnalisée et comprend, dès le 18^e siècle, la visite du curé et du vicaire à domicile. Personnalisée certes, vu la taille restreinte de la population d'une paroisse: les registres des Sulpiciens (existants depuis le début du 19^e siècle) incluent le nom de famille de l'individu assisté, ainsi que les montants alloués (Lapointe-Roy, 1987). Il faut dire qu'à l'époque, Montréal n'est pas une grande ville et les gens de la paroisse se connaissent tous de vue.

Par ailleurs, la modalité du don est loin d'un don systématisé ou même rationalisé. L'aide est plutôt ponctuelle, bien que régulière, et concerne des besoins de base : alimentation, chauffage, logis, voire une partie du loyer, puis des besoins spirituels dont le chapelet, des livres, l'encadrement des communions et d'autres services spirituels. L'aide peut aussi en être une d'urgence, comme ce sera le cas lors de l'arrivée massive d'immigrants irlandais dès 1831 (Lapointe-Roy, 1987). Bref, les situations sujettes au don charitable gravitent autour de la pauvreté, de la précarité et du manque d'intégration dans des valeurs sociales dominantes, incluant tout spécialement les valeurs religieuses (Fecteau, Vaillancourt, 2011). Évidemment, bien que nous ayons souligné que l'éthique charitable correspond à une volonté extramondaine de faire le Bien, la charité sulpicienne est octroyée à un spectre assez spécifique d'individus. Distribuée aux individus faisant partie de la sociabilité paroissiale et non à des individus extérieurs. Ainsi, il faut noter que traditionnellement ce sont surtout les femmes qui reçoivent cette aide et que certaines populations en sont exclues, tels les Indiens et les mendiants de passage (Lapointe-Roy, 1987). La figure centrale autour de laquelle gravitent ces formes de dons du Séminaire est le Supérieur, curé de facto de la paroisse. Par exemple, le curé Candide-Michel Le Saulnier qui serait probablement l'initiateur du registre des pauvres, dirigea un groupe de vicaires qui, entre 1811 et 1818, répondrait et soignerait 2000 à 3000 pauvres requérant soit du pain, du combustible, un gîte et/ou de l'argent (Lapointe-Roy, 1987).

Enfin, concernant la source de revenus pour la charité, celle-ci est pensée comme typique de l'ordre féodal selon Fecteau et Vaillancourt (2011). Paternaliste,

puisqu'elle implique la charité du donneur et la soumission du receveur. Elle est féodale dans la mesure où elle s'inscrit dans un rapport entre le Seigneur (les Sulpiciens) et ses serfs, soit la population qui est, dans ce cas précis, incluse dans l'activité paroissiale du Seigneur. Les revenus du Séminaire sont pourtant maigres. Ils consistent en aumônes, dons, legs, ventes de terrains ou troncs (issus de la tirelire installée dans l'église pour recueillir quelque don), mais enfin c'est le Saint-Sulpice français qui offre l'essentiel du financement du Séminaire. Ce contexte d'exercice de la charité sulpicienne changera grandement avec l'Acte d'Union qui marquera une modernisation et une rationalisation du don traditionnel (Deslandres, Dickinson, Hubert, 2007).

2.3 Modernisation; une dynamique de rationalisation du don

Pour Lapointe-Roy, le paysage institutionnel de l'assistance se transformera sous trois grandes dynamiques; l'expansion géographique des actions assistancielles, l'expansion quantitative des dons et la diversification des intervenants. Quant aux Sulpiciens par exemple, si de 1831 à 1871 ils donnent 220 000 \$ aux « pauvres notoires » (catégorie comprenant la majorité des pauvres contrairement aux « pauvres honteux » correspondant aux individus les plus marginaux et nécessiteux), les dons pour l'année 1871 (15 797\$) sont de onze fois supérieures à ceux de 1831 (1 352\$) (Lapointe-Roy, 1987)!

La charte d'incorporation de 1940 désigne le Séminaire en tant que « corporation ecclésiastique à but religieux » et pour une première fois l'aide aux pauvres est officiellement ajoutée aux objets de l'association. De plus, le Séminaire s'arrogera par cette charte, le droit de commuer ses tenures. Devenus riches par ces nouvelles dispositions, les Sulpiciens deviendront une grande source d'aide financière pour plusieurs d'institutions caritatives.

Parallèlement à ce changement, la figure de l'évêque Bourget viendra mettre fin à la domination ecclésiastique des Sulpiciens (Fecteau, Vaillancourt; 2011). Les fonctions officielles de l'évêque feront de lui le supérieur ultime du Séminaire à Montréal, terminant le règne de modalités religieuses d'Ancien Régime (Deslandres, Dickinson, Hubert, 2007). Il réagira à l'écrasement des communautés francophones sous le joug anglais et voit dans le libéralisme un des pires dangers pour les francophones catholiques : dislocation des mœurs, de la moralité et l'émergence de problèmes sociaux. Contre ces effets nocifs du libéralisme, Bourget propose plusieurs mesures en fonction desquelles les Sulpiciens devront se positionner.

Bourget réagit à la croissance des institutions charitables en en systématisant la gestion et le contrôle. Soeurs de la Providence, Soeurs Grises, Société Saint-Vincent de Paul, Confrérie du bien public, Dames de la Charité, *Protestant House of Industry and Refuge*, Oeuvres des enfants abandonnés, etc., les organismes,

religieux comme laïcs, sont devenus forts variés (Deslandres, Dickinson, Hubert, 2007). Bourget opérera un quadrillage spatial de la ville afin d'améliorer l'assistance qui y a court. Le réseau institutionnel moderne qui se met en place est stable et diversifié et cible un ensemble de besoins. De nouvelles mesures sont instaurées afin d'y répondre, par exemple la mobilisation d'un personnel, la recherche accrue d'aide philanthropique et la mise en place de structures de financement stables. Conséquemment, l'adaptation au contexte moderne par les Sulpiciens sera faite dans une bonne mesure sous l'impulsion de l'évêque (Lapointe-Roy, 1987).

Suivant ces transformations modernisatrices, on constate dès les années 1840' la mise sur pied d'un réseau catholique d'assistance avec écoles, hôpitaux, hospices, asiles, orphelinats et autres. Pour Lapointe-Roy, ce réseau d'assistance instaure des rapports entre organisations qui s'objectivent à l'extérieur des canaux traditionnels. De nouvelles dynamiques apparaissent comme une concurrence pour le financement entre les organisations, une complexification du réseau et des rapports entre institutions, puis, phénomène notoire, une concurrence accrue entre les fois religieuses (Lapointe-Roy, 1987).

C'est aussi le don charitable en lui-même qui se rationalisera. En effet, Fecteau, Vaillancourt et Lapointe-Roy remarquent que l'aide aux pauvres dans sa forme organisationnelle se systématisait chez les Sulpiciens, mais ce changement se situe dans un mouvement général qui affecte toutes les organisations. Par exemple, au Séminaire le Supérieur dispose d'un montant discrétionnaire annuel, une proportion des fonds de la procure va aux souscriptions et bonnes œuvres, puis le nouvel « aumônier des pauvres » aura, dès 1843, la responsabilité de l'allocation annuelle aux pauvres et un montant discrétionnaire dans ce même but. Bien que ceci puisse sembler anodin, ce changement marque une adaptation rationalisée à un nouveau contexte, celui d'une modernité sociale et économique. De plus, la manière du don devient fonction d'une rationalité gestionnaire, que Fecteau et Vaillancourt suggèrent de désigner de forme typiquement « privée » de régulation. (Fecteau, Vaillancourt, 2011)

Par contre, il serait audacieux de voir là une sécularisation du don charitable dans ces institutions, bien qu'une rationalisation soit en effet observable. Car s'il y a de grands changements socioculturels, les institutions religieuses maintiennent malgré tout leur fonction principale et leurs fidèles; elles s'adaptent, seulement, à ce nouveau contexte et transforment leurs pratiques. Ce sera un différent contexte lorsque le gouvernement provincial Taschereau entérinera, en 1921, la première loi en matière d'assistance publique qui sera une prise de contrôle directe du pouvoir auparavant exercé par les institutions religieuses sur l'assistance (apparaissant incapables aux yeux du gouvernement de répondre aux besoins de la population); la Loi de l'assistance publique (Bourdeau, 2011).

Bref, on décèle une mutation du don, malgré que l'aumône et d'autres manières de faire typiques demeurent chez les Sulpiciens. D'abord, chaque paroisse a un aumônier des pauvres et un représentant pour chaque groupe ethnique (en occurrence Canadien français ou Irlandais, essentiellement). De nouvelles formes d'assistance apparaissent telles les « souscriptions », fonds affectés surtout aux institutions charitables comme l'Hôpital Saint-Charles, l'Hôpital Saint-Joseph, l'Asile Nazareth et la maternité des Sœurs de la Miséricorde. Ces souscriptions se stabiliseront autour de 5000\$ annuellement. L'essentiel des fonds demeure dans la catégorie « aumône », bien que celle-ci ait maintenant un sens large suivant la modernisation du don; elle inclut l'aide à domicile, la distribution de produits, de soins et l'aide ponctuelle. Marque de cette systématisation, l'aide directe est devenue marginale, alors que le paiement direct au fournisseur (boulangerie, boucherie, etc.) est préféré (Lapointe-Roy, 1987).

Dans un tel marché du don qui caractérise la période de modernité économique, la charité se rationalise. Les auteurs revus ici nous permettent de souligner des composantes particulières de cette transformation. Résumons : (1.) l'assistance adopte d'abord une mentalité gestionnaire, (2.) elle se traduit en une certaine « compétition » entre les acteurs de l'assistance pour les clientèles, formes d'aide et de subventions face à des situations de pauvreté diversifiées, (3.) elle implique une rationalisation et une systématisation des formes d'assistance et (4.) les intervenants gardent des modalités particulières de rapport à l'assistance impulsée par leurs traditions, culture, pouvoir politique et position sociale, mais seront dorénavant encadré par les pressions sociales modernes (Lapointe-Roy, 1987; Fecteau, Vaillancourt, 2011).

Bref, l'expansion géographique, l'expansion quantitative et la diversification des formes d'assistance planent par dessus une contradiction irrésolue de l'industrialisation; soit la montée des inégalités sociales et l'assistance qui tente à tout moment de se réinventer pour répondre à la situation, mais en vain. La recherche par Mgr Bourget de nouveaux financements philanthropiques n'est pas anodins à ce sujet. Nous touchons là à deux éléments similaires à la période industrielle anglaise et étatsunienne; l'apparition de la question sociale et les limites de l'assistance traditionnelle.

2.4. Limites du don traditionnel et du réseau d'assistance; de la montée de la question sociale à un besoin de philanthropie?

À l'instar de l'industrialisation en France, aux États-Unis et en Angleterre, le contexte d'industrialisation canadien montre une dynamique où l'ordre capitaliste est mis au défi par la misère et la pauvreté qu'il provoque (Castel, 1995). Les institutions traditionnelles n'arrivent plus à servir les besoins des démunis et le gouvernement, tant provincial que fédéral, ne peut offrir d'assistance. Selon Lévêque et Petitclerc,

l'après 1840' correspond à l'apparition de la question sociale au Canada (Lévesque, Petitclerc, 2008).

Nous avons vu l'effet de ces pressions industrielles sur la charité traditionnelle religieuse, mais la dynamique n'est pas sans commune mesure avec celle d'organisations laïques. Dans le cas des mutualités ouvrières par exemple, à partir de 1850 jusqu'à la fin du siècle il se créera pas moins de 250 nouvelles mutualités, alors qu'en 1860 il n'y en a que 60! Celles-ci servent principalement de soutien financier et de réseaux d'entraide aux familles (Petitclerc, 2002). Or, dans la crise industrielle de 1873 à 1896, même ces associations, pourtant nombreuses, n'arrivent plus à répondre aux heurts du capitalisme et passeront à une seconde phase de mutualité par la fédération de ses caisses locales. On voit que la rationalisation des dons observée par Lapointe-Roy est en effet généralisée, dans le cas des mutualités, la bureaucratisation et le recours à l'expertise actuarielle apparaissent forcés par la consolidation du marché de l'assurance (Petitclerc, 2002).

La question sociale impliquera au Québec une fragilisation du salariat et une dissolution des formes de solidarité d'autrefois affectant particulièrement la classe ouvrière. (Fecteau, Vaillancourt, 2011) Mais la question sociale sera tout particulièrement prégnante dans les centres urbains qui condensent les avancées industrielles (Fournier; 1986). Dans le cas du Bas-Canada, la démographie est en expansion et tout particulièrement celle des deux grandes villes. De 1831 à 1871, la ville de Montréal passe de 28 000 habitants à plus de 107 000, au sein d'infrastructures sociales et économiques relativement limitées (Linteau, Durocher, Robert, 1989). Un des facteurs principaux de cette augmentation de la population, avec l'exode rural, est l'immigration européenne.

En effet, vu les épidémies en Europe, une immigration massive arrive du vieux continent, surtout une immigration irlandaise et écossaise. L'immigration amène son lot de pauvreté et aussi de maladies, dont des épidémies dévastatrices comme les cinq à survenir entre 1831 et 1871 qui affectèrent à la fois les immigrants et la population locale. (Lapointe-Roy, 1987) L'immigration est généralement celle des plus pauvres, pauvreté qui allait pour l'essentiel suivant leur arrivée. Lapointe-Roy passe aussi en revue les problèmes d'isolations des maisons, d'insalubrité, de conservation des aliments et de mortalité infantile élevée, ensembles d'éléments très présents en milieu de pauvreté. (Lapointe-Roy, 1987)

Cette crise de l'assistance traditionnelle incite-t-elle un « besoin » de philanthropie privée pour la société? (Bremner, 1960)

3. De 1840 à 1917: un « âge d'or industriel » de la philanthropie au Québec

3.1 La période industrielle comme âge d'or de la philanthropie sous sa forme prémoderne

Nous suivrons ici l'hypothèse d'un âge d'or de la philanthropie au Canada qui correspondrait à l'âge d'or industriel de la philanthropie chez Bishop et Green (2008). Les auteurs explicitent quatre âges d'or, les trois premiers furent en Europe (la renaissance et les débuts du capitalisme européen, celle de la naissance du capitalisme anglais au 18^e siècle et l'ère victorienne anglaise), le quatrième pendant l'industrialisation américaine

Charbonneau (2012a) a systématisé les critères correspondant à un âge d'or de la philanthropie chez ces auteurs et notre lecture de « Philanthrocapitalism » concorde en ce sens. D'abord (1.) que dans l'histoire du capitalisme un âge d'or de philanthropie est aussi un âge d'or d'accumulation de richesses (2.) qu'ils coïncident avec des bouleversements politiques risquant de mettre en péril le capitalisme (3) que l'accroissement des richesses soit relié à des innovations sociales et technologiques significatives et (4) que chaque âge d'or de la philanthropie se termine par un resserrement des réglementations étatiques qui restreignent ou du moins règlementeront davantage à la fois l'accumulation individuelle de richesses que le don philanthropique (Bishop, Green, 2008).

Selon Bishop et Green, le premier âge classique de la philanthropie se manifeste par la situation anglaise lors de la peste noire, situation où de nombreux paysans affranchis de leurs seigneurs par une révolution agraire et en manque d'assistance sociale se virent assistés par de riches marchands. Les fiducies charitables capables d'assister les nécessiteux dans cette lente transition du féodalisme au capitalisme apparurent. Celles-ci seront par la suite encadrées par les « *Statutes of Charitable Uses* » d'Elizabeth 1 de 1601 et les « *Poor Laws* », premier impôt public en Angleterre (Bishop, Green, 2008).

Si on dira généralement que durant la Renaissance européenne, certaines familles marchandes et financières accumulent des fortunes qui vont s'autonomiser du pouvoir royal et religieux, la figure particulière de cette autonomisation du surplus sera l'entrepreneur capitaliste durant la période industrielle, qu'il se manifeste sous une la forme d'une union familiale ou non. Cet avatar dominant de la philanthropie privée occupe une position sociale quasi officielle en Angleterre et aux États-Unis où la forme de libéralisme encourageait la présence de ce corps « intermédiaire » entre la société civile et l'État (Coing, 1981, Carnegie, 1889, Bremner, 1960, Zinn, 1980). Dans le cas anglais et étatsunien, on va véritablement édifier les individus philanthropes en « chevaliers d'industrie », comme dirait l'économiste Marshall

(1907). Elle sera en adéquation avec l'idée d'un choix individuel souvent à des finalités civilisationnelles (touchant à l'éducation, la culture, les soins de santé, le niveau de vie), à la responsabilisation individuelle du libéralisme.

La situation du libéralisme en France est moins permissive face au fait de la philanthropie. D'abord, en France nous avons donc modernité davantage sociale qu'économique qu'on pourrait la qualifier de préindustrielle (Duprat, 1991). La philanthropie privée qui y voit jour s'oppose pourtant elle aussi au don traditionnel. La philanthropie dans la l'esprit des Lumières est en effet un acte social en ce qu'elle recherche l'amélioration de la société, alors que la charité chrétienne est plus spécifiquement pour le bien-être d'autrui (Duprat, 1991). Donc, la philanthropie moderne en France porte sur le progrès, mais ce progrès se décline dans ses valeurs et justifications en terme politique, scientifique et artistique, alors qu'en Angleterre il est davantage porté sur la « rationalisation de l'économie » (Owen, 1964). Pourtant, bien que les modes d'accumulation de richesses qui divergent de l'un à l'autre, il faut souligner que le « progrès » est une finalité justificatrice de l'action philanthropique dans les deux cas.

Le type philanthropique français serait-il similaire à l'éthique ascétique d'un esprit du capitalisme qui semble davantage exemplifié en Angleterre et aux États-Unis? Nous pouvons en douter sérieusement. Comme le démontre Duprat, la philanthropie Française des Lumières à la monarchie de juillet, ne se traduit pas en un une morale de l'homme privé, si l'on peut dire, comme l'exemplifie si bien la conception anglolibérale du philanthrope, mais bien comme une conduite morale et patriotique de l'homme public (Duprat, 1991; Owen, 1964). Aussi la philanthropie n'est pas quelque chose de strictement attribuable à un rôle de classe sociale ni à une relation de richesse matérielle à la pauvreté, elle est une vertu fondamentale qui incite à la quête de son propre bonheur à travers l'implication bienfaisante dans la société. Dans la vision de la Société philanthropique de Paris et dans cette période des Lumières, la philanthropie a un sens qui transcende toute distinction entre action publique ou privée.

Dans sa régulation de la philanthropie scientifique (Howe, 1982), l'État français suit également cette approche politique. La France est plutôt adverse à l'existence de fondations philanthropiques qu'elle voit comme moyen de se soustraire à l'imposition étatique et comme la construction d'un îlot de pouvoir politique ne répondant pas à l'État (Duprat, 1991). La fondation philanthropique est vue comme une sorte de corps intermédiaire entre l'État et le droit à l'égalité citoyenneté pour tous. L'État confisquera d'ailleurs après les soulèvements révolutionnaires les propriétés des fondations après avoir instauré leur dissolution.

C'est dans l'industrialisation, respectivement Anglaise et étatsunienne, que l'on verra les caractéristiques d'un âge d'or (Bishop, Green, 2008). Pourra-t-on voir là une

situation similaire à celle du dominion de la deuxième partie du 19^e siècle. Dans le cas étatsunien par exemple, les quatre critères de Bishop et Green sont bien attestés. Dans la deuxième partie du 19^e siècle, une création sans précédent de richesse se manifesterait chez la classe capitaliste et bourgeoise, dont les Rockefeller et Carnegie seraient les emblèmes des plus riches. Les soulèvements sociaux sont également suffisamment importants pour même remettre en question l'ordre capitaliste. Parmi les innovations économiques et technologiques à la source de cette accumulation, c'est en tout premier lieu l'émergence de la corporation privée à action échangeable qui apparaît centrale et incidemment de la transformation du capitalisme bourgeois avec propriétés individuelles et familiales en capitalisme corporatiste et financiarisé (par possession d'actifs plutôt que par capital de production).

Le resserrement de cet âge d'or se serait entamé par une volonté de poursuivre l'industrialisation (promu par les industriels, mais aussi par l'État) tout en résorbant ses effets nocifs pour les classes ouvrières et sécuriser l'unité nationale. Ceci se fait dans un contexte d'après guerre de Sécession où les États se trouvent divisés, la population fort affaiblie et les institutions charitables traditionnelles n'arrivent plus à secourir les démunis (Bremner, 1960). La solution adoptée cherche à conjuguer ces préoccupations, tout en évitant une institutionnalisation centralisée de l'assistance. Les fondations philanthropiques semblent une nouvelle institution efficace pour répondre à ces différentes préoccupations selon Karl et Katz (1981). Les trois grands représentants de cette tendance sont Andrew Carnegie, John D. Rockefeller et Margaret Olivia Sage.

Trouvons-nous une situation industrielle répondant à ces critères? Des ouvrages fondamentaux sur l'histoire du Canada nous amènent à avancer cette hypothèse (Linteau, Durocher, Robert, 1989).

3.2 1840 à 1917 : Industrialisation et premier âge d'or de la philanthropie canadienne

La deuxième moitié du 19^e siècle canadien peut-être désigné comme âge d'or de la philanthropie suivant les critères de Bishop et Green. En examinant les critères des auteurs face au cas canadien, nous répondrons par l'affirmative. Rappelons ces critères ici : (1.) qu'il y a création remarquable de richesses dans cette période capitaliste (2.) que des bouleversements sociopolitiques sont perçus comme menace à l'ordre capitaliste, (3.) que l'accumulation de richesses dépend d'innovations majeures en finance et dans les affaires et (4.) que la fin d'un âge d'or est marquée par un resserrement de la position de l'État et une diminution des activités philanthropiques (Bishop, Green, 2008).

Une innovation politique majeure (3^e critère) des plus évidente voit le jour avec l'Acte d'Union et plusieurs politiques économiques s'y ajouteront par la suite.

L'Acte d'Union marque la fin des modes de régulation d'Ancien Régime et le début du capitalisme au Canada (Fournier, 1986 ; Lapointe-Roy, 1987; Fecteau, 1996). Le régime seigneurial, les réserves du clergé et le droit tel qu'il fut hérité de la Coutume de Paris sont mis au rancart (Dubuc, 1988). C'est le début du libéralisme économique qui, comme le dit Fecteau, va subvertir l'action des institutions traditionnelles, féodales ou d'Ancien Régime.

Le libéralisme est en effet défini comme l'amalgame dynamique de trois valeurs fondamentales de notre temps : la liberté, l'individualisme et la propriété. Depuis Locke jusqu'à James S. Mill, cet amalgame est vu comme porteur d'un message qui réussit à subvertir de fond en comble l'ordre féodal, permettant l'avènement du monde moderne. (Fecteau, 1996, p.75)

Salée et Bernier (1982) définissent l'économie d'avant 1846, date qui coïncide avec l'adhésion de la Grande-Bretagne au libre-échange, comme étant une économie marchande, mais la bourgeoisie qui la domine a une configuration économique restreinte par rapport à ce qui viendra après l'Acte d'Union. On peut définir l'économie marchande par quatre caractéristiques selon les auteurs : la sphère de la production y est fort limitée, le capital reste dans la sphère d'échange, la spéculation foncière demeure dans un axe mercantiliste et donc soumis à la demande extérieure, puis les rapports dominants de production sont non-capitalistes (Salée, Bernier, 1982). Bref, cette structure n'encourage pas une accumulation particulièrement importante de capital par rapport à l'après-1840, bien qu'en effet plusieurs grandes dynasties capitalistes y aient leur origine. Notons par exemple celle des transports maritimes, avec ces bourgeois comme John Molson père que Tulchinsky (1977) appelle les "barons de la rivière", celle de l'industrie forestière ou celle qui se construira autour de différents individus (dont Donald Smith) à la *Hudson Bay Company*.

Bref, l'État canadien prend une position politico-économique libérale; en faveur des modes d'accumulation du capital privé, en particulier par la loi des compagnies et un investissement étatique favorisant ces compagnies. Est adopté en ce sens, le Railway Guarantee Act (1849) et le fonds municipal d'emprunt (1852) (Dubuc, 1969). Mais l'Acte d'Union marque aussi un changement de la politique impériale vers le libre-échange par une plus grande autonomie accordée aux colonies. Les incitatifs économiques en faveur de l'industrie se poursuivront. Après la crise économique de 1874-1878, le gouvernement de MacDonald entérine sa politique nationale dont le tarif protectionniste à l'importation est l'une des pierres angulaires, favorisera de manière spectaculaire le secteur manufacturier (Waite, 1990).

Ceci est sans parler des innovations technologiques qui arriveront à un rythme plus marqué après les années 1840' et avec elles le régime tayloriste du travail,

augmentant sans précédent le rythme de production en même qu'il disqualifie les compétences artisanales ou traditionnelles de fabrication. Ces technologies affectent l'ensemble de l'économie canadienne; l'hydro-électricité (secteur émergeant vers la fin du 19e siècle), les pâtes et papiers, les industries d'aluminium, la production minière et la sphère manufacturière (Waite, 1990). Autant d'innovations en matière de politique économique et de technologies qui permettront une accumulation sans précédent de richesses (1er critère d'un âge d'or) pour les entrepreneurs capitalistes. Le laisser-faire économique est notoire et à l'augmentation en nombre de la classe ouvrière correspond la montée de la classe bourgeoise (Linteau, Durocher et Robert; 1989). Comme nous l'avons vu dans la section précédente, cette situation donne à la période de la fin du 19e siècle cette appellation de « temps mauvais », une apparition de la « question sociale » similaire à celle qui caractérisa l'industrialisation des pays d'Europe de l'Ouest et celle des États-Unis (Castel, 1995. Zinn, 1989).

Les années 1880' marquent la transformation du capitalisme de concurrence à un capitalisme de monopole, facilité par la structure légale de la société par actions qui facilite la concentration de capital, ce que les entreprises familiales rendaient auparavant difficile (Waite, 1990; Naylor, 1972; Benoit, 1985). Une première méthode de concentration est le développement de cartel (accord entre industries pour se partager le marché et accord sur les prix) et à la fin du siècle on en arrive à une innovation davantage oligopolistique, le trust, stratégie d'achat d'une grande entreprise d'autres entreprises du même secteur et/ou d'achat d'entreprise adressant d'autres champs de la chaîne de production de telle sorte à limiter la concurrence, à contrôler le marché (Linteau, Durocher, Robert, 1989).

L'historien Gilles Piédalue (1976) constate pour la période allant de 1900 à 1930 que la concentration oligopolistique est non seulement très marquée, elle est en augmentation, tout comme les actifs des sociétés qui se multiplieront (les banques à chartes ont 6 fois plus d'actifs en 1930 qu'en 1900, le secteur industriel a un actif 10 fois plus élevé, le secteur minier bondira d'un multiple de 16 !). Surtout, contrairement à certaines situations européennes où les banques s'accaparent de grandes sociétés industrielles, des groupes de grands bourgeois industriels canadiens semblent surtout intéressés à consolider un contrôle économique par un champ de domaines multiples alliant sociétés ferroviaires, industrielles, commerciales et publiques, puis quelques grandes banques. Piédalue constate 3 grands groupes financiers alliant de tels ensembles économiques autour des Banque de Montréal, Banque Canadienne de Commerce et Banque Royale (Piédalue, 1976).

Selon Linteau (1976), la grande bourgeoisie est l'un des principal responsable de l'orientation économique que prendra le Canada pendant cette période tant autour de la Confédération que concernant la Politique Nationale de MacDonald. Le grand acteur industriel ayant un tel pouvoir sur le gouvernement est composé par les associés du Canadien Pacifique, de la Banque Montréal (plus grande banque au Canada

à l'époque) et de la HBC (parmi plusieurs autres organisations d'importance un peu moindre) dont sera l'un des grands chefs, ou *le grand chef* comme diraient certains (Morgan, 1898; Pedley, 1915), Donald Smith.

Visiblement, la modernité économique instaurée par l'Acte d'Union structure un âge d'or de la philanthropie, lequel se terminerait par un resserrement de la régulation étatique tel que décrit par Charbonneau (2012b) avec le *Income War Tax Act* (IWTA) de 1917, qui constitue une première tentative de régulation du don philanthropique. Enfin, dans quels milieux ethnoculturels se trouveront ces philanthropes capitalistes, sont-ils limités au milieu anglophone comme pourrait nous le faire supposer la position politico-économique de ces derniers?

3.3 Classes ethnoculturelles, grande bourgeoisie canadienne et les sphères du don capitaliste

Le 18e et la première partie du 19e siècle marquent des groupes ethnoculturels aux frontières relativement marquées; chaque groupe a ses institutions spécifiques. En occurrence, les églises, écoles, universités, collèges, hôpitaux, sociétés diverses, journaux et d'autres sont généralement spécifiques à un groupe et non à tel autre. On devinera qu'à chaque groupe est lié un ensemble de relations sociales et de sphères d'activités, ce qui fait en sorte que, par exemple, le réseau d'institutions catholiques est particulièrement développé et accessible pour les francophones au milieu du 19e siècle, alors que le monde écossais, irlandais ou anglais demeure en général extérieur à ce réseau. Évidemment, cet angle de vue de ne doit pas nous inciter à prendre une vision rigide impliquant à une ethnie, une classe sociale ou à penser la classe sociale comme une entité complètement homogène, d'autant plus que leur composition se transforme durant le 19e siècle. Nous prendrons donc une approche conceptuelle similaire à celle avancée par Linteau, Durocher et Robert (1989) pour également préciser les mutations des catégories impliquées sous la notion de bourgeoisie au Canada.

Dans son portrait des organismes philanthropiques féminins à orientation religieuse, Cohen distingue trois groupes ethnoculturels suivant leur ordre confessionnel au début du 20e siècle : franco-catholique, anglo-protestant et juif (Cohen, 2010). À la recherche de groupes ethnoculturels au 19e siècle, où la philanthropie privée voit le jour, nous avons été intéressés par les aux grands capitalistes, suivant les constats de Prewitt (2006) sur la philanthropie privée, nous avons tenté de considérer prioritairement les milieux anglais, francophones et écossais.

Nous n'avons pas exploré la situation de la la communauté juive puisque, bien que celle-ci investira rapidement le commerce de détail après son arrivée au Canada,

ce n'est qu'après 1880 que l'immigration se fait de manière plus notable, et seulement au début du 20^e siècle que la communauté deviendra la troisième communauté ethnoculturelle à Montréal, après francophones et anglophones (incluant Irlandais, Écossais et Anglais dans la même catégorie). Mais encore là, la communauté juive ne représente pas un groupe dominant au niveau économique comme le seront les anglophones.

Dans les statistiques les plus communément admises, le Québec du 19^e siècle est caractérisé par quatre grands groupes ethnoculturels qui composent 98% de la population, ce sont les Français (représentant $\frac{3}{4}$ de la population au milieu du 19^e siècle), ensuite les Anglais, les Irlandais et les Écossais (Linteau, Durocher, Robert, 1989). Si on peut dire que le premier prolétariat du Québec était formé au 19^e siècle par les francophones (et dans une moindre mesure les Irlandais), la communauté francophone s'élargira d'individus se taillant une place essentiellement dans la moyenne bourgeoisie et quelques-uns comme Sénécal et Forget dans la grande bourgeoisie. Pour cette raison, nous retenons le groupe francophone comme d'intérêt pour la philanthropie capitaliste, bien qu'effectivement une large part de sa population demeure ouvrière, agricultrice, artisanne ou de petite bourgeoisie (clergé, avocat, notaire, journaliste ou enseignants par exemple).

Le groupe écossais occupera les positions d'agriculteurs, travailleurs qualifiés, manœuvres, emplois de bureau, journaliers et domestiques. Pourtant, de nombreux Écossais vont dès leur arrivée dominer le commerce et bien au-delà; l'industrie et la haute finance. En fait, la majeure partie de la grande bourgeoisie sera d'origine écossaise (Linteau, Durocher, Robert, 1989). De fait, ce sont essentiellement les minorités anglaises et écossaises qui dominent l'économie et la politique du Haut et Bas-Canada (Rémillard, 1987). Bien que ce ne soit pas dû exclusivement à leur provenance ethnoculturelle, ni strictement à quelques fonds hérités, car en fait la période industrielle du 19^e siècle au Canada se caractérise par une importante classe de « *self made man* ». C'est au point où près du tiers de la classe industrielle canadienne en 1885 a un père soit agriculteur soit artisan (Waite, 1990; Linteau, Durocher, Robert, 1989). Qu'est-ce donc que cette éthique entrepreneuriale qui habite les industriels de ce temps, tant chez les « *self made man* » que chez les héritiers de titres ou de capitaux et comment celle-ci est-elle cohérente avec une éthique du don philanthropique?

3.4 L'industriel chevaleresque; un idéal-type de la philanthropie libérale anglaise au 19^e siècle?

Pour étayer davantage une éthique libérale et capitaliste du don, certains auteurs classiques dont Max Weber (1995, 1964) et Alfred Marshall (1907)

pourraient nous permettre de définir un idéal type du philanthrope, surtout puisqu'ils abordent une intentionnalité et une justification du don. Ces auteurs nous permettront davantage de précision, surtout quant aux caractérisations libérales et capitalistes des philanthropes. Car comme l'étude de Duprat (1991) sur la philanthropie française l'illustre bien, une moralité libérale peut être bien présente sans toutefois présenter un caractère capitaliste.

Pour Weber, l'ascétisme puritain que constitue l'éthique protestante au 16^e siècle est le parfait idéal-type pour définir ce qu'il appellera « l'esprit du capitalisme », notion définie comme « la recherche rationnelle et systématique du profit par l'exercice d'une profession [*Beruf*] » (Weber, 1964, p.66). Au centre de cet ascétisme se trouve la doctrine de la prédestination élaborée par le réformateur Calvin. Dans celle-ci, la prédestination vers un salut se manifeste dans l'activité terrestre elle-même. La grâce à venir se manifeste par la conduite dans le monde et plus précisément par le travail, moyen par excellence assimilé à une vocation, qui, dans la production et l'acquisition de richesses, témoigne de la prédestination et de la foi authentique. Chez Weber par ailleurs, cette logique d'accumulation de richesses témoigne d'un deuxième mode historique d'accumulation privé; après l'héritage familial ou de noblesse dans l'antiquité romaine, le processus bourgeois. On voit ainsi comment une éthique religieuse sécularisée peut être emblématique de l'esprit du capitalisme, avec l'ambivalence éthique que constitue l'accumulation :

En effet, en accord avec L'Ancien Testament et par analogie avec l'évaluation éthique des bonnes œuvres, l'ascétisme voyait le *summum* du répréhensible dans la poursuite de la richesse en tant que *fin* en elle-même, et en même temps il tenait pour un signe de bénédiction divine la richesse comme *fruit* du travail professionnel. (Weber, 1964, p.211)

Cet idéal ascétique semble, avoir un prolongement des plus exemplaire dans la bourgeoisie de la période victorienne anglaise, avec l'idéal du chevalier d'industrie, *gentleman* charitable qui tient son statut de son entreprise et de sa fortune. L'économiste Marshall, propose au début du 19^e siècle qu'une redistribution des richesses promue par la bienfaisance privée permettrait d'offrir un bien être relativement généralisé à l'ensemble de la population, tout en comprenant la pauvreté comme causée par le système économique lui-même (Marshall, 1907). Pour Marshall, la réponse aux misères causées par l'industrialisation n'est pas à chercher dans une redistribution du travail et des richesses, car ces misères sont en fait des externalisations bien fondées. Il faut plutôt envisager la grandeur de l'esprit chevaleresque de certains riches industriels qui collaboreront avec l'État à apaiser ces maux. La chevalerie pour l'auteur est représentée par des hommes d'affaires qui par leur caractère afficheront dans la gestion de leur richesse et par leur travail illustrent une noblesse morale, entendue que leurs actes sont orientés vers le bien commun.

Dans l'usage de sa richesse, le capitaine d'industrie se montre chevaleresque en ce qu'il fait des dons caritatifs et éducatifs dans le but d'élever le caractère moral des classes laborieuses (Marshall, 1907; Ames, 1972). La chevalerie dans les affaires, elle, consiste en la manière d'obtenir son succès; le motif de l'action est toujours pour le bien public, le chevalier d'industrie méprise les victoires faciles, secourt ceux dans le besoin et voit ses gains comme un signe de réussite. C'est seulement secondairement que les gains sont adoptés comme monnaie de marché. Nous remarquerons ici une correspondance assez nette entre l'éthique du travail ascétique décrit par Weber (tourné vers Dieu) et celle de Marshall (tourné vers le bien public); la marque de la sécularisation de l'éthique protestante? Nous proposerons une telle continuité historique entre l'éthique protestante de Weber et ce qu'avance Marshall, entendue que l'éthique protestante définirait la culture de l'accumulation de la bourgeoisie anglaise, ce que Marshall prolonge par un type touchant davantage au don philanthropique.

Quoi qu'il en soit, cette logique de l'accumulation capitaliste libérale ne semble pas pouvoir se passer de l'inégalité capitaliste qui la sous-tend (que Marshall voit d'ailleurs comme nécessaire à son idéal social), et dont Keynes a bien illustré la généalogie et la profonde contradiction théorique (Keynes, 1926). D'une part, il y a un individu mû par l'objectif de maximiser son bonheur par calcul utilitariste et la propriété privée. D'autre part, nous avons une égalité immanente à l'être social, que les diverses actions individuelles manifesteraient d'elles-mêmes. La réunion inusitée de ces deux paradigmes forme la théorie économique libérale du laisser-faire par laquelle une égalité de tous est supposée immanente, et l'accomplissement de soi par un utilitarisme individuel intéressé par la propriété privée concrétise le bien-être général. Désormais, à l'injustice de la prédestination, celle de la responsabilisation des individus; d'un côté la bourgeoisie gratifiée, de l'autre les classes laborieuses culpabilisées.

On ne se surprendra donc pas si l'éthique d'un tel chevalier d'industrie est marquée d'un fort paternalisme. Selon Marshall, il ne faut pas donner trop aux classes pauvres, entendues que les dons pourront être utilisés non pas de manière noble et pour le bien public, mais confortant la faiblesse de caractère qui les caractérise. Cette situation pourrait nuire à leur employabilité et productivité. Pour l'idéal civilisationnel de Marshall, il faut plutôt donner indirectement de façon à ne pas décourager l'initiative et l'entrepreneuriat individuels, qui sont les gages d'une amélioration générale du caractère, alors que le don direct pourrait plutôt y nuire.

C'est une idée du temps circulant dans les sphères libérales qu'en réponse aux problèmes inhérents au capitalisme, une telle redistribution des richesses pourrait être une solution appropriée. À la recherche d'une typification de la philanthropie capitaliste libérale au Canada, notre hypothèse d'idéal type pourra peut-être jeter un éclairage révélateur. À tout le moins ce type pourra-t-il nous permettre une première

différenciation des cas de philanthropie. À ce sujet, le statut social et l'origine ethnoculturelle sont des variables de plus pertinentes alliées à cet idéal-type de Marshall.

3.5 L'idéal-type du chevalier d'industrie et les acteurs de la philanthropie privée au 19e siècle

Plusieurs cas connus se situeraient dans cet idéal-type du philanthrope libéral, bien qu'à l'instar de la méthode weberienne il faudrait distinguer les particularités de chaque cas dans quelques recherches futures. Nous ne pourrions malheureusement pas développer en longueur sur ces contextes précis et nous devons nous contenter d'offrir un portrait préliminaire. Par ailleurs, les philanthropes mentionnés ici ne sont pas le fruit d'une recherche qui se voulait exhaustive puisqu'à ce moment-ci nous cherchions plutôt à situer et à présenter un cas précis, la philanthropie capitaliste de Donald Smith. Bref, nous demanderons au lecteur d'excuser ce qui pourrait constituer de nombreuses omissions. Anglais, francophone et écossais, voyons quels cas de philanthropie sont les plus mentionnés dans notre revue de littérature.

La philanthropie d'origine anglaise aurait un de ses représentants les plus visibles avec la famille Molson, bien que les dons aient été plus amples chez les fils (John, Thomas et William) que chez John Molson père. La famille Molson présente l'intérêt de nous faire traverser des périodes de l'histoire canadienne en touchant à chaque fois à la question de la position socio-économique de la philanthropie (Wood, 1983; Denison, 1955). Il s'agit au tout début de John Molson père (1763-1801) et de ses trois fils : John (jr.) (1787-1860), Thomas (1791-1863) et William Molson (1793-1875). Molson père provient de la noblesse anglaise et dès son arrivée à Montréal en 1782, il entreprend des activités marchandes et possède sa propre brasserie dès 1885.

Cette insertion rapide dans la bourgeoisie montréalaise fut grandement facilitée par son origine ethnoculturelle, son statut social et ses contacts familiaux qui lui permettent d'avoir déjà des partenaires entrepreneurs anglais (des amis de la famille) et, dès son arrivée, une compagnie où commencer ses activités commerciales, un commerce de viande du père et du fils Pells (Wood, 1983). Il entre ensuite dans la brasserie de Thomas Loid dont il deviendra le seul actionnaire et propriétaire dès 1785. Le leg financier de son père le favorise en ce sens. Preuve de cet héritage, dans sa première année à Montréal, John Molson possède déjà 160 hectares de terre au sud de Montréal. Il recevra par ailleurs 10 000 livres sterling après la vente de la maison familiale en 1789, une somme considérable pour l'époque (Sandwell, 1933; Dubuc, 1969).

Dans les vingt années qui suivirent, il se dédia entièrement à cette entreprise et bénéficia d'une conjoncture économique très favorable quant aux produits de brasserie. L'arrivée de loyalistes, d'immigrants anglais et aussi une ouverture aux

milieux francophones offrait un marché favorable auquel les développements de la technologie de production des brasseries en Angleterre allaient donner un envol. Une accumulation financière impressionnante pour de futurs dons philanthropiques; un véritable « baron de la rivière » (Tulchinsky, 1977) possédant la première des deux uniques compagnies de transport maritime sur le Saint-Laurent avec ces « chaloupes à fumées » (*steamboat*) comme dirait la presse francophone de l'époque (Denison, 1955) et entrepreneur de transport ferroviaire avec la *Champlain & StLaurence Railroad Company*, première compagnie ferroviaire à se lancer vers les pays d'en haut et dont il sera le principal actionnaire en 1831.

À la manière du profil du bourgeois canadien décliné plus haut, le pouvoir économique et politique des Molson sera tentaculaire, affectant un large pan de secteurs: économique, religieux et public. Molson père sera par ailleurs président de la Banque de Montréal (1926), mais aussi député de 1816 à 1820, il succède à l'honorable William McGillivray à titre de grand maître de l'Ordre maçonnique en 1826 pour la province du Bas-Canada. Il entreprend très tôt l'achat de nombreux terrains et bâtiments de la ville de Montréal et crée sa banque familiale, la Molson Bank en 1817. Ses fils reprendront en charge les diverses entreprises en maintenant une implication dans la vie économique et publique, alors que se consolide le capitalisme de monopoles. Hommes d'affaires très puissants, la philanthropie de la famille Molson touchera les sphères typiques soulignées dans l'idéal chevaleresque, soit par exemple l'éducation (dons à l'université McGill entre autres) et l'hygiène et la santé de la population (dons à l'Hopital Général de Montréal). On voit de manière frappante l'influence de cette éthique du chevalier d'industrie dans l'un des derniers messages de John Henry Robinson, de la troisième génération de Molson, en 1897 :

Character is the real test of manhood. Live within your income no matter how small it may be. Permanent wealth is maintained and preserved by vigilance and prudence and not by speculation. Be just, and generous when you have the means. (Denison, 1955, p.270)

La famille offre un exemple fort d'éthique de l'accumulation capitaliste beaucoup plus près de l'idéal type ascétique que le cas d'un Sir Herbert Brown Ames (1863-1954) par exemple, qui fut davantage porté par un intérêt pour la chose publique que par une éthique de l'accumulation privée. Plutôt de la moyenne bourgeoisie que de la haute bourgeoisie comme le furent les Molson, Herbert Ames est écrivain (auteur de l'ouvrage sociologique « *The city below the hill* »), entrepreneur et homme public, il hérite et reprend l'entreprise familiale de chaussure Ames-Holden Limited avant de se dédier à la sphère publique avec une présence à la mairie de Montréal dès 1892, comme conseiller municipal de 1898 à 1902 et ensuite comme député fédéral conservateur de 1904 à 1920. Ce cheminement semble assez différent de l'éthique protestante présentée par Weber. La différence est beaucoup plus évidente face l'impératif de responsabilisation individuelle et du businessman

promu par Marshall. Ames ne semble pas entrer sous la houlette du chevalier d'industrie marshallien, bien qu'il s'affiche comme entrepreneur, bourgeois et même *gentleman*, ayant été fait chevalier de la reine.

La philanthropie francophone a eu un rayonnement moins imposant que ses contreparties anglophones, suivant sa faible présence dans les grandes sphères de l'accumulation capitaliste (Lapointe-Roy, 1987; Linteau, 1976). Car s'il y a une mobilité sociale des francophones durant le 19^e siècle vers des positions économiques prééminentes, ce n'est qu'en tant que moyenne bourgeoisie que se fait cette élévation sociale: la haute bourgeoisie demeurant en grande partie anglophone (soit surtout anglaise et écossaise). Nous disons en grande partie, car il y a un certain nombre d'exceptions, dont le plus connu est sans doute Louis-Joseph Forget qui s'éleva dans la haute finance canadienne en créant sa propre compagnie de courtage L. J. Forget et cie, il sera président de la bourse de Montréal en 1895, et son neveu Rodolphe Forget qui poursuivi l'entreprise financière de son oncle (Linteau, Durocher, Robert, 1989). De tels cas demeurent rares. Plus fréquente était une mobilité sociale vers la petite bourgeoisie artisanale ou vers la bourgeoisie moyenne dont un Alphonse Desjardins, président de la banque Jacques Cartier, constitue un bon exemple.

Tout de même, si à l'image de l'accumulation capitaliste restreinte qui y a court, les dons ne sont pas aussi généreux que ceux des Molson par exemple, plusieurs cas de philanthropie sont notables. Dans les milieux de la petite bourgeoisie, nous pensons par exemple aux anciens Sulpiciens Victor Rousselot, Eustache Picard et Arraud (Fecteau Vaillancourt, 2011). Que ce soit philanthropie de moyens modestes ou non, la philanthropie privée francophone nous confronte à difficile recherche de sources, de données d'archives et d'autres sources manuscrites selon Lapointe-Roy (1987). D'après notre revue de littérature, cette situation serait, à notre avis, moins le fait de grands industriels anglais et écossais à propos desquels les documents d'archives sont peut-être plus abondants et une littérature secondaire existe déjà. Il n'en tiendra qu'à la recherche d'avancer sur la situation des philanthropes francophones. Peut-être trouvera-t-on des correspondances nombreuses avec un cas renommé de philanthropie bourgeoise francophone, celle d'Antoine-Olivier Berthelet.

Antoine-Olivier Berthelet (1789-1872), fils de Pierre Berthelet, médecin, et de Marguerite Viger de Boucherville, est peut-être le philanthrope francophone le plus généreux au 19^e siècle (Lapointe-Roy, 1987). Il est aussi frère de Thérèse Berthelet qui s'impliquera à ses côtés dans de nombreuses œuvres charitables. Après la mort de son père en 1830, Olivier Berthelet reprit le commerce paternel et hérite d'un capital considérable en traite de la fourrure et en spéculation foncière investie à Montréal. Berthelet poursuit ce commerce en investissant avec forts gains dans le secteur immobilier et de terrains dans l'est de l'île montréalaise. Lapointe-Roy voit là les bases de sa fortune, qui caractériserait ce philanthrope comme étant au sein d'une

bourgeoisie moyenne.

À l'instar d'autres bourgeois de son temps (Pomerleau, 2006), les implications et le pouvoir social de Berthelet tant dans les milieux politiques que religieux sont notables. Impliqué dans la paroisse de Notre-Dame et attaché à l'Église, il sera trésorier de l'association Diocésaine de la propagation de la Foi en 1838. Plus tard, il sera président du comité des zouaves pontificaux et en 1868 il enverra même des zouaves canadiens en Italie à la défense du pape Pie IX. Sur des postes politiques, il fut élu une fois à l'Assemblée législative du Bas-Canada et appuya de manière soutenue l'évêché de Monseigneur Bourget et la Société Saint-Vincent de Paul. Il occupa le poste de président de la conférence Notre-Dame de cette société en 1848 ainsi que de 1855 à 1857.

Parmi ses dons, qui furent nombreux (avoisinant les 500 000\$ selon Lapointe-Roy), notons la « maison jaune » offerte à Madame Gamelin pour l'Asile de la providence et la construction de l'Hospice Saint-Joseph (1840) pour des femmes incapables de payer leur loyer. En 1851, il acheta un terrain à l'usage des Sœurs de la Miséricorde et y fit construire une chapelle et un corps de bâtiment à ses frais. Quelques années plus tard, il acheta, sous les conseils de Mgr Bourget, le Collège Baptiste de la rue Guy pour le transformer en l'Hôpital Saint-Patrice pour les Irlandais et les Anglais catholiques qui deviendra par la suite un pensionnat dirigé par les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame. Parmi ses autres œuvres majeures, notons aussi des dons aux Soeurs du Bon-Pasteur d'Angers, patronnée par Mgr Bourget, une terre offerte aux Jésuites à Sault-au-Récollet, sans compter une autre terre pour y construire une église. Selon Lapointe-Roy, la réhabilitation sociale était au centre des préoccupations philanthropiques de Berthelet. Vu le dévouement de Berthelet au don charitable et son éloignement des affaires commerciales dans une bonne partie de sa vie, nous le trouvons assez éloigné de l'idéal de l'éthique de l'industriel chevaleresque; où la manifestation du caractère se fait en bonne partie par le travail et l'entrepreneuriat industriel, et non strictement par les œuvres charitables.

La philanthropie écossaise est peut-être la plus prolifique et généreuse quant à ses dons au 19^e siècle (McNabb, 1999; McKay, 1987; Cross, 2012; Feltoe, 2004; Rémillard, 1987). Nous n'avons pu utiliser de recherche comparative entre philanthropies anglaise, francophone et écossaise, mais nous constatons que le nombre de philanthropes mentionnés dans nos recherches, la générosité des dons, et le fait que l'élite économique canadienne de la deuxième partie du 19^e siècle était majoritairement formée d'individus écossais, l'importance de la philanthropie écossaise est indéniable (Rémillard, 1987; McNabb, 1999). L'élite économique canadienne commence en effet avec la grande bourgeoisie du castor du 18^e siècle, dont des grandes figures de proue sont écossaises, avec les McTavish, MacGillivray et McGill. Après les années 1840' ce sera plutôt les Donald Smith, William Christopher MacDonald, George Stephen et Hugh Allan qui occuperont les hauts

pouvoirs économiques au pays. Des philanthropes les plus connus, mentionnons les McTavish (dons testamentaires), McGill, puis William C. Macdonald, Peter Redpath, les frères MacKay, George Stephen et Donald Smith. Individu de la grande bourgeoisie, notons à titre d'exemple que MacDonald donna pas moins de 14 millions de dollars à l'Université McGill seulement.

Rappelons pour le moment l'étendue historique de ces philanthropies qui, comme celle des Molson, vont du 18^e siècle à la Première Guerre mondiale. Les modes d'accumulation étaient bien différents entre l'économie mercantiliste du 18^e siècle et le capitalisme qui naîtra par la suite. Ces entrepreneurs occupent les grands postes de pouvoir économique au Canada. James McGill par exemple fait fortune dans le commerce de la fourrure et de la spéculation foncière, faisant de lui l'un des plus riches entrepreneurs de son époque (Cooper, 2012). Alors que dans la période capitaliste, Donald Smith est, allié à son cousin George Stephen, un grand promoteur du Canadian Pacific, président de la Hudson Bay Company et siège à la présidence des plus grandes banques et institutions financières du pays (MacNaughton, 1926 ; Wilson, 1978).

La provenance sociale n'est pas entièrement déterminante du parcours de vie au Nouveau Monde. McGill provient d'une famille de Glasgow qui fait partie d'une guilde de travailleurs du métal où à partir de 1715, la famille fut élue au rang de bourgmestre de la ville (Cooper, 2012). À la naissance de James McGill, la famille peut être considérée comme une famille de marchands. Nous savons qu'à partir de 1766, McGill sera en Amérique du Nord comme commerçant, et ce à son compte à partir de 1767 dans le Haut-Canada autour de la traite de la fourrure. C'est vers 1775 que les investissements de McGill commenceront à porter fruit avec une nouvelle expédition commerciale à Grand Portage pour la Compagnie du Nord Ouest, en 1779 il sera l'un des principaux actionnaires de la North Western Company (NWC), alors devenue compagnie à "parts". De 1797 à 1805, McGill entame de nombreuses spéculations foncières dans la région de Détroit, alors région prisée du commerce entre les colonies. Selon Cooper, après 1801, McGill entrera dans une phase méthodique de spéculation foncière, particulièrement au Haut-Canada, qui contribuera autant à la croissance de sa fortune que la NWC devint elle aussi prospère. Malgré ces transformations dans son commerce, McGill restera malgré tout, même après son éloignement du commerce des fourrures vers 1801, un commerçant colonial emblématique de l'économie canadienne du 18^e et début 19^e siècle (Waite, 1990). De nombreux dons philanthropiques sont laissés dans le testament de McGill, touchant aux vocations principales du chevalier d'industrie (éducation, religion et pauvreté), d'autant plus qu'il représente les qualités de *businessman* de la haute bourgeoisie. Y figure l'Hôtel Dieu, les Soeurs de la Charité, l'Hopital Général et les Soeurs Grises et l'Hopital Général de Québec par exemple. Don des plus remarquables, il laisse 46 acres de terres du secteur Burnside à Montréal et 10 000 livres pour la création d'un collège ou d'une université à son nom sous la supervision

du Royal Institute for the Advancement of Learning et du gouvernement provincial (Cooper, 2012).

Autre cas écossais fort connu, mais plus tardif et que l'on pourra considérer comme de la haute bourgeoisie sont la famille MacKay (Cross, 2012) fondatrice de l'entreprise MacKay Brothers dont Cross estime que chaque frère possédait à la fin de sa vie un bien d'un million de dollars chacun (incluant propriétés foncières). Edward fut très impliqué dans les cercles libéraux de son temps. Il a été directeur de la Banque de Montréal, de la compagnie d'assurances London and Lancashire Life and Fire Assurance Company, de la Montreal Rolling Mills, de la firme John Shedden's haulage, puis président de Canada Cotton Manufacturing Company et de la Colonial Building and Investment Association (Cross, 2012). Hugh quant à lui fut membre fondateur de la Canadian Telephone Company et directeur de la Royal Canadian Insurance Company. Les frères MacKay étaient presbytériens et nombre de leur action philanthropique a été orienté en ce sens. Des dons les plus notables, soulignons la fondation du collège Presbythérien à Montréal (ouvert en 1867) où en plus du don initial, Joseph fit davantage de dons pour le collège et travailla à favoriser davantage d'inscriptions. Dans son testament il donna un 10 000\$ additionnel auquel s'ajoutera 40 000\$ d'Edward MacKay pour la chaire en "Théologie systématique". Ce dernier donna environ un total de 70 000\$ à des œuvres religieuses ou charitables durant sa vie. Joseph s'impliqua auprès des enfants handicapés au sein d'une école, la *Protestant Institution for Deaf-Mutes and for the Blind*, dont il deviendra le président en 1974 et pour laquelle il fit construire un bâtiment complet de quatre étages sur la rue Dorchester. Les héritiers d'Edward continuèrent ces donations et donnèrent 40 000 \$ additionnel à la Chaire en Théologie du collège (Cross, 2012).

Bref, constatons qu'à la recherche d'un cas de philanthropie assez conforme à notre idéal-type libéral, nous serions plus à même de le trouver soit dans le milieu anglophone ou écossais. En effet, ce type exige un businessman, de la grande bourgeoisie, animé par une éthique ascétique du travail et suivant les prescriptions morales du bon caractère, du *gentleman*. Plusieurs cas nommés précédemment semblent manifester les caractéristiques de cet idéal-type, ou à tout le moins nous pouvons le proposer comme hypothèse, entendu que ces valeurs font partie de l'idéal bourgeois de la période victorienne (Owen, 1964). Un deuxième constat sera que la philanthropie privée a des ramifications dans toutes les sphères de la société, avec une tendance à la cohésion ethnoculturelle; les MacKay donnent à des institutions protestantes, fréquentent les cercles presbytériens et sont intimement liés à d'autres individus de la bourgeoisie écossaise, alors que Berthelet demeure surtout dans les sphères francophones tant religieuses que civiles.

Finalement, résumons l'agencement de ce début de structure moderne au Québec: laisser-faire économique et manque de financement étatique en tout premier lieu, qui donnent à la bourgeoisie les moyens de ses ambitions de faire du Canada un

État commercial comme le dirait Creighton (2002) et de gagner l'influence politique pour contrôler l'ensemble de ses institutions. La variété des postes occupés par la bourgeoisie témoigne de cette implantation dans les institutions démocratiques, politiques et économiques; le bourgeois sera banquier, député, impliqué dans sa communauté religieuse et riche industriel. Sur ce point, tournons-nous vers un cas de philanthropie libéral qui emblématise à la fois l'idéal-type philanthropique de Marshall et l'omniprésence du pouvoir de la grande bourgeoisie; Lord Strathcona.

4. Un cas exemplaire de philanthropie écossaise au Québec : Lord Strathcona

His life should nerve every young man to effort, to work in honesty and hope, and to feel that he also may become a power affecting for good the destinies of peoples. (Duke of Argyll, Kensington Palace, le 9 mai 1902. Dans Beckless, 1915, p.2)

People here are more of an enterprising spirit than at home, as it is in a great measure owing to that restlessness that induces them to quit their native shore. (John Molson à son agent financier en Angleterre. Dubuc, 2012)

4.1 *Self made man*, éthique du travail et accumulation capitaliste

D'après notre recherche, l'honorable Donald Smith, Lord Strathcona et Baron de Mont Royal, correspond au type exemplaire du *self made man*, à la manière de l'élévation sociale expérimentée par une bonne frange de la bourgeoisie canadienne. Selon nous, un motif de cette élévation sociale qui apparaît des plus déterminant, hormis un accès privilégié aux institutions industrielles et politiques (vu sa classe sociale et ethnoculturelle), est son inscription dans une éthique du travail fort proche de ce que Weber (1964) ou Marshall (1907) ont décrit de la bourgeoisie anglophone. Une étude plus approfondie pourra le déterminer de manière précise, surtout pour cerner son attitude personnelle face au gain capitaliste. Car en fait, Smith passera d'une situation fort modeste à l'un des plus grands industriels canadiens de son temps.

La biographie de Beckless (1915) apparaît comme un ouvrage classique au sujet de Lord Strathcona. Frère de John Stewart (nom inspiré de l'oncle, explorateur célèbre), Donald Smith naît le 6 août 1820 dans la ville écossaise de Forres de l'union d'Alexander Smith et de Barbara Stewart. Ces débuts sont en effet modestes. Il naît et grandit en Écosse et ensuite entre dans la Compagnie de la Baie d'Hudson par le biais d'un oncle John Stewart, traiteur de fourrures au Canada, et de la famille Grant, cousins des Smith et puissante famille marchande de Manchester. Stewart est quant à

lui un explorateur aguerri en ce qui accompagna Simon Fraser sur la côte nord-ouest américaine en 1808 (McDonald, 1996). Cette famille, modeste est en ce sens indirectement intégrée dans la colonisation britannique. Malgré tout, Smith ne possède ni fortune familiale, ni titre.

La Compagnie de la Baie d'Hudson, compagnie dans laquelle Smith entrera à titre de commis, possède des droits qui en font une institution toute particulière. Elle fut créée par la charte de Charles II en 1670 comme société par actions. Elle avait son propre système de transportation, son propre système bancaire ainsi que sa propre monnaie, puis le droit de traite et de commerce sur tout le territoire du bassin de la Baie d'Hudson. Si, conformément à la charte, les actionnaires sont propriétaires des terrains découverts à partir de 1670, c'est un territoire immense qu'ils posséderont au 19^e siècle, correspondant à, si on se base sur les territoires contemporains; l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et une grande partie des Territoires du Nord-Ouest. En 1838, la Compagnie acquiert le Labrador ainsi que le nord du Saint-Laurent entre Tadoussac et Sept-Îles (McDonald, 1996). Dans une autre grande acquisition, le monopole se consolide, la HBC acquiert la Colombie-Britannique et le Nord de l'État de Washington (McDonald, 1996), puis en 1821 avec l'accord du *deed poll* où la HBC fusionnera avec son grand rival, la Compagnie du Nord Ouest.

Ce territoire immense était dès le début géré non pas par le Prince Rupert (à qui la charte fut offerte initialement) ou à quelque monarque en ayant hérité la gouverne par la suite, mais bien par les entrepreneurs et actionnaires de la compagnie. Un territoire sur lequel le prince est un homme d'affaires. Au droit de la terre, s'ajoute aussi le droit à la création monétaire. En fait, lorsque l'on se penche sur les débuts de l'histoire du Manitoba comme province du Dominion, on constate l'absence de banques et c'est la HBC qui agira comme première instance financière pour les individus, pour la province, et aussi pour le gouvernement fédéral (Pedley, 1915; McDonald, 1996).

Arrivé au Canada le 16 mai 1838, Smith intégrera la Compagnie de la Baie d'Hudson dès sa première année dans la colonie où il sera d'abord commis sous la recommandation et le support d'amis de la famille et de son oncle John Stuart. De Tadoussac à Natashquan, de Gaspé à *Esquimaux Bay* au Labrador, Smith passa les années de 1838 à 1861 en milieux reculés, essentiellement à l'extérieur des grands centres et gravit progressivement les échelons de la compagnie : il est nommé « Chief factor » en 1862 et prendra en charge la supervision de la traite dans la grande région de Esquimaux Bay. En 1868, soit cinq ans après l'acquisition de la compagnie par l'International *Financial Society*, Smith est promu commissaire pour les affaires en Amérique. Après le *deed poll* de 1871, Smith atteint le poste de haut commissaire de la HBC et se retire de l'obligation de partager les profits de la compagnie (Pedley, 1915; McDonald, 1996). Ce *deed poll* est en effet un point tournant dans la carrière de Smith quant à son entrée dans les hautes sphères de la bourgeoisie et de

l'accumulation capitaliste.

Après l'entrée de la Colombie-Britannique au sein du Dominion canadien, une volonté s'affirme par la nouvelle province pour qu'elle soit développée par des Canadiens et que des capitalistes canadiens se montrent intéressés. Or, les fonds exigés sont énormes. Smith et son partenaire Kittson acquièrent les compagnies ferroviaires St-Paul et Pacific pour accomplir le projet ferroviaire. Ils trouveront en James J. Hill et George Stephen, cousin de Smith, des alliés. En 1879, la compagnie ferroviaire St-Paul, Minneapolis et du Manitoba devient une corporation. Les aspirations de Smith prendront leur envol avec l'élection du gouvernement conservateur de MacDonald en 1878, gouvernement officiellement en faveur du rail transcanadien. En 1880, Stephen et Smith sont placés à la tête d'un groupe d'organisations pour l'accomplissement du projet du Canadien Pacific qui sera achevée en 1885 (Beckless, 1915). À cette fin, Smith et Stephen pigeront à même leurs fortunes personnelles. L'investissement sera excessivement profitable par la suite, entendu que le réseau ferroviaire allait devenir un des principaux moyens de l'industrialisation. Smith fut un des principaux actionnaires et présidents du Canadian Pacific (CP).

Les bases de la fortune de Smith se situent à la HBC, qui permit ensuite l'entreprise du CP, et un ensemble varié d'autres parts et investissements. À ce sujet, la compilation de McDonald (1996) constitue une liste serrée de six pages divisées en sous-sections : « Transport and Communication » et « Natural Ressources », les deux plus imposants lieux d'investissements, puis en ordre d'importance décroissant, « Insurance and Financial Institutions », « Manufacturing and Power », « Hotels, puis « Textiles », « Newspapers, Presses and Publications » et « Retail Outlets ». Parmi ses implications financières les plus importantes, soulignons sa vice présidence (1882-1887) et ensuite présidence à la Banque de Montréal (1887-), sa présidence à la *Royal Trust Company* (1899) et sa place sur plusieurs conseils exécutifs importants :

He sat on many boards, including those of the London and Lancashire Life Assurance Company, the Paton Manufacturing Company, the New Brunswick Railway Company, the Dominion Coal Company, the Northern Life Assurance Company, the London and Canadian Loan and Agency Company, the International Commercial Association, and the Canadian Bankers' Association. (Reford; 2012)

Bref, nous voyons là la source du financement de la philanthropie impressionnante que Smith exhiba dans sa vie. Or, ce cheminement était-il dans un esprit similaire à celui évoqué par Weber ou Marshall? Commis pendant aussi longtemps avant d'atteindre un poste de direction (de 1838 à 1861), dans des conditions d'exploration difficiles et pour un salaire somme toute modeste, ceci nous fait penser que l'éthique du travail de Smith n'était pas principalement orientée vers la

quête de l'accumulation à la seule fin de l'accumulation (ce qui serait contraire à l'éthique ascétique protestante), mais davantage près d'un travail pour servir, la société, le progrès, les institutions victoriennes de l'époque ou pour servir Dieu, conformément à l'éthique protestante. Hormis son œuvre philanthropique, l'attitude de ce *self made man* face à la politique et à la monarchie anglaise nous incline à le penser, mais ceci demeure une hypothèse auquel nous ne pourrions répondre dans ce rapport de recherche.

Comme bien des figures économiques dominantes du 19^e siècle, Smith est très proche des sphères politiques fédérales, provinciales et municipales dans lesquelles il s'engage avec un certain esprit patriotique et impérialiste (McDonald; 1996). Soit Smith est un agent officiel de la politique fédérale (commissaire fédéral choisi par John A. Macdonald en 1869 pour intervenir dans le soulèvement des Métis à Rivière-Rouge au Manitoba), soit il occupe des postes élus ou des postes diplomatiques. Notons entre autres son élection comme député provincial de Winnipeg-St-John du Manitoba de 1870 à 1874, député à la Chambre des communes de 1871 à 1878 comme représentant politique à Selkirk (Manitoba) et ensuite élu député conservateur de Montréal Ouest de 1887 à 1896, puis haut commissaire canadien sous Wilfrid Laurier de 1896 jusqu'à son décès en 1914 (McDonald, 1996). Dans ce dernier rôle, Smith contribuera à définir la politique impériale au Canada et les modalités de l'éventuelle indépendance canadienne. Serait-ce un signe d'un dévouement à l'Empire britannique s'il refuse le salaire annuel de 10 000\$ qui est attaché à ce poste? Un exemple fort de son allégeance à l'empire et de mœurs « chevaleresques » sera la mise sur pied, à ses frais (1 million de dollars selon Beckles), d'un régiment de cavalerie, ici même au Canada, pour aider l'effort de guerre dans la seconde guerre des Boers (de 1880 à 1902). Alors que le parlement canadien débat de sa participation à la guerre, Smith offrira publiquement son appui à l'Angleterre et proposera la mise sur pied d'un régiment que l'on appellera par la suite « Strathcona's Horse » (Beckless, 1915).

Pour ses 90 ans, un volumineux livre d'appréciations personnelles et diplomatiques fut publié sous le titre « Canada's Coeur de Lion and British Hearts of Oak » (Matthews, 1910), en l'honneur Strathcona, où l'on voit l'étendue de ses relations tout comme les facettes d'un certain idéal qu'il représentait; industriel, riche, de noble caractère, impérialiste, dédié à la chose publique et grand philanthrope. Noblesses, princes, comtesses, recteurs, savants, premiers ministres et grands industriels se succèdent pour témoigner compliments et félicitations au philanthrope, puis, par le fait même, sanctionner, justifier ses agir qui semblent tous conformes au bon caractère anglais de Marshall.

Strathcona suscite chez certains auteurs, dont Beckless, Pedley, Wood ou Angus, un tel enthousiasme et ennoblissement où l'on semble voir se matérialiser entièrement, en une personne, l'idéal du chevalier industriel. Par rapport à la

résilience qu'il affiche dans la construction du rail pancanadien, Angus dira :

The story of their long terrific fight in another of these booklets, « The Bridging of Canada » how the forces of nature and finance together fought against the railway-builders, and how the victory was won at last. [...] Everything he could do to uphold the honour and advance the prosperity of Canada, he did, with a youthful zest and wise activity as great as the keenest business man could ever devote to his private affairs. (Dans Matthews, 1910, p. 25-27)

Et à Sir Wilfrid Laurier de dire :

He came to Canada when he was only eighteen years of age, more than seventy-five years ago. At that time all his possessions were the sound practical education of a Scottish ladd, and more than the full share of characteristics of his race, keen business courage, caution and firmness, never loud and assertive, never failing to stand strong as adamant against all reverses, and never spoiled even but the most phenomenal success. (Sir Wilfred Laurier. Dans Pedley, 1915, p.183)

Ces éléments nous font penser que Strathcona fut bien animé par une éthique protestante du travail assez près de celle abordée par Weber. Quant à la force de caractère, à la volonté et à un dévouement au progrès des bonnes mœurs anglaises (par l'impérialisme), Smith présente bien les caractéristiques du chevalier d'industrie.

4.2 La philanthropie chevaleresque

Le Passe-Temps se dévouant à tout ce qui s'occupe d'art et aussi de ceux qui s'intéressent à nos artistes et les protègent, nous croirions manquer au devoir de la plus stricte reconnaissance si nous ne présentions nos hommages à Lord Strathcona et Mount Royal, G.C.M.G., ce protecteur généreux auquel beaucoup des nôtres doivent leur succès, lequel vient d'entrer dans sa 87e année ! Long life, my Lord ! (journal Le passe-temps, 17 novembre 1906)

Selon Beckless (1915), Smith est fortement enclin à s'impliquer pour le bien public. Lors de l'ouverture vers l'ouest, Smith voit l'acquisition de terres pour les immigrants comme socialement et politiquement importante et s'intéresse à leur offrir des installations habitables. Il cherche également à prévenir la spéculation qui rendrait plus difficile le peuplement du territoire puis il affiche un intérêt clair dans les affaires publiques comme le montre son implication dans la résistance politique de Riel, ses pressions envers le gouvernement afin de créer une autre administration que

celle du Manitoba pour les distants Territoires du Nord-Ouest, sa présence dans le règlement de la question du droit à l'éducation des francophones et métisses du Manitoba ou la création du bataillon équestre pour la guerre des Boers.

Il sera difficile ici de résumer l'oeuvre philanthropique de Strathcona. La recension de Donna McDonald (1996), qui a le projet d'offrir une grande synthèse de la vie du philanthrope, ne fait pas le tour des sources d'archives selon l'auteure, mais constitue pourtant une liste serrée de dons sur 19 pages, en ce qui concerne uniquement les dons philanthropiques! Les dons de Donald Smith, si l'on en exclut ceux dont la date est inconnue, commenceraient en 1871 aux orphelins de St-Boniface, à l'école de jour pour femmes de Winnipeg et au fonds de Winnipeg pour les survivants du feu de Chicago. Dons assez modestes (2 livres anglaises, 250 \$ et 50\$ respectivement), le premier de don de 1 000 \$ ou plus sera en 1882, année la plus prolifique en donations depuis les débuts de l'activité philanthropique de Smith où il donnera un total de 2100 \$. Nous pourrions dire que l'année 1882 et 1883 marque un changement dans les donations de Strathcona, l'année 1883 est celle des premiers dons de plus de 10 000 dollars.

Il s'agira de 30 000 \$ pour l'Institut Trafalgar pour l'enseignement aux jeunes femmes protestantes (« Protestant girls boarding School ») et 50 000\$ à la faculté de Médecine de l'Université McGill. Sous de petites ou de grandes enveloppes, la prodigalité des dons ne cessera pas jusqu'au décès du philanthrope en 1914, et laissera des dons aussi généreux dans son testament. Parmi ceux-ci, notons tout particulièrement au Fond de l'Hopital King Edwards (200 000 livres anglaises), à l'université Yale (500 000\$), au Collège Royal Victoria (300 000\$) et en 1924 au Collège Royal Victoria par les légataires de Smith, pas moins de 1 202 500 \$. Au bout d'une liste impressionnante de dons que McDonald estime encore incomplète, elle évalue à 7 520 601 \$ et à un additionnel 1 026 381 livres anglaises la totalité des donations de Strathcona à la valeur qu'elles avaient au moment du don. Pour donner un ordre de grandeur, si nous devons convertir le don testamentaire de Strathcona en 1914 au Royal Victoria College à la valeur de 1996, le montant de 380 000\$ passerait à 5 529 000\$.

Nous nous sommes demandé quelle échelle adopter pour typifier les donations, surtout puisque malgré de nombreux dons de plus de 10 000\$, il y a aussi beaucoup de dons de moins de 100\$, et nous en avons dénombré 107 de moins de 10\$ ou de 10 livres (plusieurs de 1, 2 ou 3\$ d'ailleurs), dont il serait éventuellement des plus pertinents d'analyser afin d'en déterminer la fonction dans l'entreprise de Smith. Il est à noter que ceux-ci se manifestent surtout après 1910 et davantage en livres sterling qu'en dollars canadiens. D'abord, le taux de change entre le dollar canadien et la livre sterling est de 5 dollars pour 1 livre. Il apparaît aussi que plusieurs de ces derniers sont des dons personnels (ce qui nous éloigne considérablement de l'idéal philanthropique libéral au sens strict), mais aussi à certains groupes

communautaires ou culturels de petite envergure.

Outre ces dons modestes, nous avons noté une catégorie de philanthropie de construction et/ou d'achat de terrain; la construction d'une église presbytérienne ou de l'hôpital Royal Victoria serait dans cette catégorie. Dans une autre catégorie, plusieurs dons de plus de 10 000\$ permettent de payer des professeurs et du personnel qu'une institution ne pourrait autrement s'offrir. Les dons totalisant 100 000\$ à la faculté de médecine de McGill en 1893, qui se trouvait alors en manque de financement et de personnel, entrent dans cette catégorie.

Quant à l'étendue de la philanthropie, les sphères du don chez Donald Smith sont plutôt vastes et il sera difficile de bien les résumer. L'orientation dominante suit ce que Marshall (1907) a avancé sur la philanthropie libérale : progrès du bon caractère, esprit entrepreneurial, éducation, santé et spiritualité (religion). Disons que Strathcona s'est surtout concentré sur deux sphères; la santé et l'éducation, qui comptent les dons les plus notables (McDonald, 1996). La fondation de l'Hopital Royal Victoria (ouvert en 1893) et du collège Royal Victoria pour l'enseignement universitaire aux femmes à Montréal en sont de bons exemples.

Par ailleurs, la sympathie de Smith pour l'aristocratie anglaise est remarquable. Dans ses 20 dernières années de vie, il entretiendra des liens proches et privilégiés avec la royauté, de grandes figures de la noblesse anglaise et les plus hauts membres du clergé (Beckless, 1915; Pedley, 1915; Matthews, 1910). Plusieurs dons philanthropiques sont aussi faits en ce sens. Que ce soit en 1911, 2500 \$ pour le Mémorial du Roi Édouard, en 1912, 50 000\$ pour la Duchesse de Connaught (et une association d'infirmières), ou l'Hopital Royal Victoria nommé ainsi en honneur de la reine.

Qu'en est-il du lien qui unit le donataire et le milieu? Nous ne pourrions ici discuter de manière générale de cette question vu l'étendue des domaines du don chez Smith. Si nous avons pu précédemment avancer un lien macrosociologique entre la création du surplus capitaliste et la donation, nous ne pourrions nous avancer sur les dynamiques plus spécifiques prenant place en un milieu. Sur ce point, les archives de McGill présentent plusieurs documents sur le collège Royal Victoria qui pourraient offrir un cas pertinent à l'analyse de telles dynamiques. L'intérêt serait grand ici à délimiter des formes de rapport entre le philanthrope et la communauté. Mais la longévité des dons par exemple en santé ou en éducation est telle que nous sommes à même d'y voir un nouveau système de redistribution au même titre que les Sulpiciens avaient le leur. Seulement, c'est par un autre groupe que cette assistance est promue, groupe qui étant à la base entrepreneur et capitaliste, gagnera les symboles de l'aristocratie anglaise.

4.3 La noblesse du *gentleman* industriel anglo-canadien et la consolidation de la haute bourgeoisie montréalaise

En effet, toutes ces oeuvres ne sont pas étrangères à la consécration comme chevalier de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George. Donald Smith se fera dès 1897 appeler Lord Strathcona et Baron de Mont Royal.

THE Queen has been pleased to direct Letters Patent to be passed under the Great Seal of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, granting the dignity of a Baron of the said United Kingdom unto the Honourable Sir Donald Alexander Smith, G.C.M.G., High Commissioner in London for the Dominion of Canada, and the heirs male of his body lawfully begotten, by the name, style, and title of Baron Strathcona and Mount Royal, of Glencoe, in the county of Argyll, and of Mount Royal, in the Province of Quebec and said Dominion of Canada. (London Gazette, 23 août 1897).

Devenant noblesse comme plusieurs autres *self made man de l'époque*, Lord Strathcona nous fait remarquer la consolidation d'une bourgeoisie canadienne dans ce capitalisme de monopole, indissociable de la philanthropie libérale. Le « Mount Royal Club » est un exemple emblématique de l'affermissement de la classe bourgeoise sur le pouvoir économique et politique du pays (Rémillard, 1987; McKay, 1987). Car ce club social, fondé en 1899, condense l'immense capital économique et politique de la bourgeoisie et l'augmente en réseautant ces divers individus, un lieu de capital social très prestigieux.

Le club, inspiré des « *gentlemen's club* » britannique (Banham, 2006), ces véritables symboles de prestige et d'élitisme. Le « Mount Royal Club » est en effet fondé par l'élite industrielle du temps. Réunissant des individus comme Strathcona, qui en sera le premier président, Richard B. Angus, directeur général de la Banque de Montréal et coprésident du Canadien Pacifique et Sir George Alexander Drummond, sénateur conservateur (1888-1910), coprésident de la compagnie Redpath Sugar (Rémillard, 1987). Le club réunit aussi grands avocats, recteurs, éminents professeurs, médecins et personnalités publiques. L'élitisme du club est d'autant plus évident qu'il se situe dans le quartier où l'essentiel de ses membres se trouve; le Golden Square Mile, espace socialement homogène d'environ un mile carré où habitait l'essentiel la haute bourgeoisie québécoise : « Atwater Avenue to the west, Bleury Street and Park Avenue to the east, Mount Royal Street to the north and the Canadian Pacific Railway tracks and de la Gauchetière Street to the south » (Banham, 2006, p.5). Cette homogénéité de la haute bourgeoisie recoupe le constat historiographique de l'organisation sociale assez fermée de classes sociales sur elles-mêmes à cette période (McNabb, 1999; Lapointe-Roy, 1987).

Bien davantage, elle pointe aussi à la consolidation d'une nouvelle légitimité sociale, dominante au Dominion, non plus basée sur une hiérarchie d'Ancien Régime, mais sur un ordonnancement ouvert par le marché et l'esprit d'entreprise de classe bourgeoise. Cette consolidation s'exprime par la pérennisation de frontières symboliques au nouveau champ des pratiques bourgeoises, que le club Mount Royal manifeste bien. En tout premier lieu, les premiers membres (au nombre de 65) sont des amis des membres fondateurs, provenant des mêmes entreprises, origines sociales et noblesses. De ces membres, notons les deux membres de la famille Molson H. Hartland Molson et le Dr. William A. Molson, l'avocat Charles S. Campbell, le Dr. Francis J. Shepherd, professeur d'anatomie et chef du département de dermatologie à l'Hopital général de Montréal, David Morrice, un des pères fondateurs de la Dominion Textile, Alfred Baumgarten, propriétaire de la St. Lawrence Sugar Refining Company, Sir William MacDonald, riche magnat du tabac et philanthrope généreux, Herbert Samuel Holt, ingénieur monopolisant l'ensemble de l'énergie hydro-électrique à la fin du 19^e siècle et qui deviendra par la suite financier et président de la Banque Royale du Canada (1908-1934) (Rémillard, 1987; Banham, 2006).

L'intermariage entre les gens de cette même classe est marqué. Le sénateur Drummond par exemple, dont la sœur a été la seconde femme de John Redpath. Drummond deviendra par la suite, sous l'invitation de Redpath, un des principaux partenaires de la famille dans ses diverses entreprises (Feltoe, 2004). Un nombre notable de membres du Mount Royal Club sont impliqués dans des alliances familiales ou matrimoniales (Rémillard, 1987). Selon Frederic Cople Jaher, ce mécanisme d'intermariage est un moyen pour les classes possédantes de maintenir leur pouvoir et privilège en y restreignant l'accès à des individus déjà de la même culture (Jaher, 1973). Surtout que, par ailleurs, cette consolidation lie au capital économique en présence un capital politique indéniable (nombre de membres sont, ou ont été, sinon députés ou dans quelque position législative, du moins politiquement un acteur bien important)

Bref, à partir du paysage de l'économie d'Ancien Régime et de ses institutions émerge donc un autre champ d'accumulation, et avec lui, une autre expression sociale de cet impératif du don et du contre don (Mauss, 2007). Si l'on peut dire avec Marcel Mauss que le don et le contre-don lient des groupes entre eux, c'est à l'apparition d'un nouveau groupe et à sa propre forme de don noble que le 19^e siècle canadien nous convie. Un groupe ayant son fonctionnement propre, son éthique du don et du travail dans lesquels s'est inscrite la philanthropie de Donald Smith, Lord Strathcona. En fait, la philanthropie libérale de Strathcona n'a-t-elle pas cette chose de particulier qu'elle exacerbe la contradiction inhérente à la philanthropie libérale; fonctionnant dans le droit économique moderne et privé, mais se réclamant, de par ses justifications et représentations, d'un droit communal.

Bibliographie

- Aptowitzer, Adam (2009). "Bringing the Provinces Back in: Creating a federated canadian charities council", *C. D. Howe Institute Commentary*, "The Charities Papers", no 300, novembre 2009, disponible en ligne (6 septembre 2010) : <http://ideas.repec.org/a/cdh/commen/300.html>
- Arlett, Allan (2010). «Canadian foundations», *L'Encyclopédie Canadienne*, disponible en ligne (21 août,2010) : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfmPgNm=TCE&Params=a1ARTA0003003>.
- Ames, Herbert Brown. (1972) « *The City Below the Hill: A Sociological Study of a Portion of the City of Montréal, Canada* »
- Banham, KJ. (2006) *The Architecture and Painting Collection of the Mount Royal Club, Montreal, 1899-1920*, M.A. thesis (Art history), Concordia University, 2006, 168p. <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/MountRoyalClub.html>
- Baudrillard, Jean. Brunn, Alain. Lageira, Jacinto. « Modernité », *Encyclopédia Universalis*, 2012
- Benoit, J. (1985) *Le développement des mécanismes de crédit et la croissance économique d'une communauté d'affaires. Les marchands et les industriels de la ville de Québec au 19e siècle*. Thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval, 1985, 735p.
- Bishop, M., Green, M. (2008). *Philanthrocapitalism. How the rich can save the world*. New York, Bloomsbury Press.
- Bremner, Robert H. (1960). *American Philanthropy*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press.
- Brebisson, G. « Le Mécénat ». Paris, Presses Universitaires de France, 1986, 127p.
- Castel, R. (1995) *Les métamorphoses de la question sociale*.
- Carnegie, Andrew. 1889. « Wealth », *North American Review*, 148, 391 : 653-664.
- Charbonneau, M. (2012a). « Revue de littérature et périodisation de l'histoire moderne des fondations philanthropiques en Europe et aux États-Unis : Les cinq âges d'or de la philanthropie ». IUPE, <http://iupe.wordpress.com/rapports-de-recherche/rapport-de-recherche-complementaire/>.
- Charbonneau, M. (2012b). « Le régime de régulation des organisations de bienfaisance et les fondations philanthropiques au Canada et au Québec : un essai d'économie politique historique ». IUPE,

- <http://iupe.files.wordpress.com/2009/11/et1202.pdf>, 2012.
- Coing, H. (1981). « Remarks on the history of foundations and their role in the promotion of learning », *Minerva*, 19, 2 : 271-281.
- Cooper. « James McGill ». http://www.biographi.ca/en/bio.php?id_nbr=2540
- Cohen, Y. (2010) « Femmes philanthropes : catholiques, protestantes et juives dans les organisations caritatives au Québec, 1880-1945 », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, 253p.
- Jaher, F.C. (ed) (1973). *The Rich, the Well Born and the Powerful: Elites and Upper Classes in History* (Urbana, Chicago & London: University of Illinois Press, c. 1973), 267.
- Courville, Serge. « Tradition et modernité : leurs significations spatiales » *Recherches sociographiques*, vol. 34, n° 2, 1993, p. 211-231.
- Creighton, Donald. (2002) « The Empire of the St. Lawrence ». Toronto : University of Toronto Press
- Cross, Suzanne. (2012) « MacKay, Joseph », http://www.biographi.ca/en/bio.php?id_nbr=5675
- Daly, Siobhan. « Philanthropy as an Essentially Contested Concept », *Voluntas*, (2012) 23: pp.535–557
- Debiesse, F. (2007) « Le mécénat ». Paris, Presses Universitaires de France, 127p.
- Dominique Deslandres, John A. Dickinson, Ollivier Hubert . (ed) (2007) « Les sulpiciens de Montréal Une histoire de pouvoir et de discrétion 1657-2007 » Montréal, Fides, 2007, 672p.
- Dowie, Mark. 2001. *American Foundations. An Investigative History*. Cambridge/ Londres, The MIT Press.
- Duprat, Catherine. (1991) « Le temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet xxvii - 2220 p. » , thèse présentée pour l'obtention du doctorat d'État, sous la direction de M. Maurice Agulhon. Université de Paris I, soutenance le 8 juin 1991.
- Ducharme, Élise. « La "nouvelle philanthropie" : coup d'oeil sur les impacts de sa présence en sol québécois », *Nouvelles pratiques sociales*, n° 1, 2012, p. 16-29.
- Fecteau, Jean-Marie. « Un cas de force majeure : le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle ». *Lien social et Politiques*, n° 33, 1995, p. 107-113.
- Fecteau, Jean-Marie. « Ruses de la raison libérale ? Éléments pour une problématique des rapports État/individu au XIXe siècle ». *Culture française d'Amérique*, 1996, p. 69-92.

- Fecteau, J.-M. Vaillancourt, É. (2011) « La charité en ces « mauvais temps » : La mise en place d'un réseau privé d'assistance¹ à Montréal au 19e siècle et le rôle des Sulpiciens ». RHPS, 4, p.42-75.
- Fecteau, Jean-Marie. 1984. « Transition au capitalisme et régulation de la déviance. Quelques réflexions à partir du cas bas-canadien ». *Déviance et société*, vol. 8, no 4 p. 345-356.
- Fecteau, Jean-Marie. 1985. « Régulation sociale et répression de la déviance au Bas Canada au tournant du XIXe siècle (1791-1815) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, no 4, p. 499-521.
- Fecteau, Jean-Marie. 1998. « Une politique de l'enfance délinquante et en danger: la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873) ». *Crime, histoire et Société*, vol. 2, no 1, p. 75 110.
- Feltoe, Richard. 2004 « A gentleman of substance : the life and legacy of John Redpath, 1796-1869 » Toronto [Ont.] : Dundurn.
- Fontan, J.-M., Lévesque, B., Charbonneau, M. (2011) « Les fondations privées québécoises : un champ de recherche émergent ». *Lien social et Politiques*, n° 65, 2011, p. 43-64.
- Fontan, Jean-Marc. (1991) « Les corporations de développement économique communautaire montréalaise : du développement économique communautaire au développement local de l'économie », thèse, Université de Montréal. 585p.
- Fournier, M. (1986). *L'entrée en modernité. Science culture et société au Québec*. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin.
- Freund, Julien. « Sociologie de Max Weber »
- Godbout, Jacques T. «L'actualité de l'Essai sur le don », *Sociologie et sociétés*, vol. 36, n° 2, 2004, p. 177-188.
- Gross, Robert A. (2008). "Giving in America: from Charity to Philanthropy", in Lawrence J. Friedman et Mark D. McGarvie (éds), *Charity, Philanthropy, and Civility in American History*, New York, Cambridge University Press, 29-48.
- Guilhot, Nicolas (2006). *Financiers, philanthropes. Sociologie de Wall Street*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, coll. « Cours et travaux ».
- Howe, B. (1982 [1980]). "The emergence of scientific philanthropy, 1900-1920: origins, issues and outcomes", in Robert F. Arnove (dir.), *Philanthropy and cultural imperialism. The foundations at home and abroad*, Bloomington, Indiana University Press, 25-53.
- Josephson, Matthew (2011 [1934]). *The Robber Barons. The Great American*

¹ L'article comporte une coquille dans le titre avec un « s » de trop dans le mot « assistance ».

- Capitalists: 1861-1901*, New Brunswick (NJ), Transactions Publishers.
- Jordan, W. K. (1959) *Philanthropy in England 1480-1660* (London, 1959).
- Karl, Barry D. (1997). "Philanthropy and the maintenance of democratic elites", *Minerva*, no 35, 207-220.
- Karl, Barry D. et Stanley L. KATZ. 1981. « The American Private Philanthropic Foundation and the Public Sphere : 1890-1930 », *Minerva*, 19, 2 : 236-270.
- Keynes, John Maynard. (1926) *La fin du laissez-faire*. Paris : Agone éditeur, 1999.
- Heinich, Nathalie et Salerno, Luigi. « *Mécénat* » Encyclopédia Universalis, 2012
- Lapointe-Roy, Huguette. « Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19e siècle ». Les Éditions du Boréal, Montréal, Québec. 1987, 330 p.
- Lefrançois, Maxime (2009). *La financiarisation et la massification de l'épargne : le cas des fonds mutuels canadiens, mémoire de maîtrise*, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal.
- Lévesque, B, Petitclerc, M. (2008) « L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations (1850-2008) », *Économie et Solidarités*, vol. 39, n° 2, 2008, p. 14-37.
- Linteau, Paul-André. 1976. « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no 1, p. 55-66.
- Linteau, P-A., Durocher, R., Robert, J.-C. (1989). « Histoire du Québec contemporain. Tome 1- De la Confédération à la crise (1867-1929) »
- Linteau, Paul-André. « Histoire de Montréal depuis la Confédération »
- MacDonald, L. « Merchants Against Industry : An Idea and its Origins », *Canadian Historical Review*. vo. 56, no.3 (sept. 1975), pp. 263-281.
- Marshall, Alfred. 1907. « The Social Possibilities of Economic Chivalry (1907) », *The Economic Journal*, 17, 65 : 7-29. (<http://www.jstor.org/pss/2220775>).
- Mauduit, Julien (2011). « Susciter la démocratie à partir de l'université : les projets de University Settlement à l'Université McGill, 1889-1939 », *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)*, « Collection Études théoriques », no ET1107, juillet 2011.
- Mauss, M. (2007). « Essai sur le don », Paris, PUF, coll. « Quadrige Grands textes ».
- McNabb, H. (1999) (maîtrise) «Montreal's Scottish Community, 1835-65 :A Preliminary Study », Montréal, Université Concordia, 1999, 118p.
- McKay, D. (1987) « The Golden Square Mile : Merchant Princes of Montreal »

- Vancouver : Douglas & McIntyre, 1987. 223 p. McGill bib :
- Moe, Henry Allen. « Notes on the Origin of Philanthropy in Christendom », *Proceedings of the American Philosophical Society*, Vol. 105, No. 2 (Apr. 21, 1961), pp.141-144
- Naylor, R.T. (1972) « The Rise and Fall of the Third Empire of the St. Lawrence », Gary Tepple (dir.), *Capitalism and the National Question in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972, pp.1-41.
- Odendahl, Teresa. 1989. « The Culture of Elite Philanthropy in the Reagan Years », *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 18, 3 : 237-248.
- Owen, David. (1964) « English Philanthropy 1660-1960 » Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press, 1964
- PALMER, Brian D. (1983), *Working-Class Experience: The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980*. Toronto, Butterworth & Co. (Canada) Ltd, 347 p.
- Petitclerc, M. (2002) « La solidarité face au marché. Quelques réflexions sur l'histoire de la Mutualité au Québec » *Cahiers du Crise, Collection Études théoriques*, 2002, 14p.
- Pineault, Éric (1997). « Le retour de la charité. La solidarité saisie par la main invisible », *Cahiers de recherche sociologique*, no 29, 79-101.
- Polanyi, Karl (1983 [1944]). *La grande transformation*, Paris, Gallimard.
- Pomerleau, Colette. (mémoire) « L'idéologie de la pauvreté chez l'élite canadienne-française du XIX^e siècle (1850 -1900) » Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, 138p.
- Powell, W. W. et R. Steinberg. 2006. *The Non-Profit Sector, A research Handbook*. New Haven, Yale University Press, Second Edition.
- Prewitt, K. (2006). « FOUNDATIONS », dans W.W. POWELL et R. STEINBERG (dir.). *The Non-Profit Sector*,
- Prewitt, Kenneth (1995). *Social Sciences and Private Philanthropy: the Quest for Social Relevance, Essays on Philanthropy*, no 15, Bloomington, Indiana University Center on Philanthropy.
- Rémillard, F. (1987). *Mansions of the Golden Square Mile: Montreal 1850-1930* (Montreal: Meridian Press, 1987), 20.
- Richardson, R.J., "'Merchants against industry': an empirical study of the Canadian debate." *Canadian Journal of Sociology* 7(3) 1982
- Robbins, Kevin C. 2006. « The Nonprofit Sector in Historical Perspective : Traditions of Philanthropy in the West », dans W.W. Powell et R. Steinberg

- (dir.). *The Non-Profit Sector, A research Handbook* : 13-31. New Haven, Yale University Press.
- Salée, D. et Bernier. G. (1982). Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(2), 163-194.
- Smith, Adam. « La richesse des nations »
- Sylvain, Philippe. « Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français », *Recherches sociographiques*, vol. 8, n° 3, 1967, p. 275-297.
- Sweeny, Robert. « Paysan et Ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, n° 1, 1990, p. 143-161.
- Tulchinsky, Gerald J.J. (1977) « The river Barons : Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853. », Toronto, University of Toronto Press, 1977, 310p.
- Vaillancourt, Éric, *La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal : reflet du dynamisme du laïcat catholique en matière d'assistance aux pauvres (1848-1933)*, Thèse Ph.D. (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2005.
- Valverde, Mariana (1995). « La charité et l'État : un mariage mixte centenaire », *Liens social et Politiques*, no 33, 27-35.
- Van Til, Jon. « Defining Philanthropy ». dans Van Til, Jon (ed), *Critical Issues in American Philanthropy*, p.19-38.
- Waite, Peter. (1990) « Un défi continental 1840-1900 », Paul-André Linteau (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Éditions Boréal, p.334-448.
- Warren, Jean-Philippe. « Petite typologie philologique du "moderne" au Québec (1850-1950). Moderne, modernisation, modernisme, modernité » *Recherches sociographiques*, vol. 46, n° 3, 2005, p. 495-525.
- Watson, Rod (1985). "Charity and the Canadian Income Tax: An Erratic History", *The Philanthropist*, vol. 5, no 1, 3-21, disponible en ligne (21 août 2010) : <http://thephilanthropist.ca/index.php/phil/article/viewFile/382/382>.
- Weber, Max. (1995) « Économie et société. Tome1 - Les catégories de la sociologie.» Paris : Plon.
- Weber, Max (1964 [1947]). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, coll. « Pocket ».
- Wood, Ellen M. (2002 [1999]). *The Origins of Capitalism. A Longer View*, Londres/New York, Verso.
- Wynn, Graeme. « Aux confins de l'empire 1760-1840 » Dans Paul-André Linteau

(dir.), Histoire générale du Canada, Montréal, Éditions Boréal, p.224-331.

Zinn, H. (1980) A People's History of the United States

Famille Molson

Denison, M. (1955) « *Au pied du courant; l'histoire Molson* », Alain Grandbois, trad, Montréal, 1955

Dubuc, A. (1969) « Thomas Molson, entrepreneur canadien, 1791- 1863 ». Thèse de doctorat d'Etat, Lettres, Université de Paris, 1969.

Dubuc, Alfred. (1988) « Les Molson à Montréal : un pouvoir omniprésent ». Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec, vol. 4, n° 3, 1988, p. 15-18.

Dubuc, Alfred. « Molson, John (1763-1836) », Dictionary of Canadian Biography Online, http://www.biographi.ca/009004-119.01-e.php?&id_nbr=3567

Dubuc, Alfred. « Molson, John (1787-1860) », Dictionary of Canadian Biography Online, http://www.biographi.ca/009004-119.01-e.php?&id_nbr=4091

Dubuc, Alfred. « Molson, William (1783-1870) », Dictionary of Canadian Biography Online, http://www.biographi.ca/009004-119.01-e.php?&id_nbr=5166

Hunter, D. (2001) « Molson : the Birth of a Business Empire », Toronto, Penguin / Viking, 2001, 512p.

Sandwell, B.K. « *The Molson family* », Montreal, 1933,

Woods, Shirley E (jr.). « *The Molson Saga 1763-1983* », Doubleday Canada, 1983, 370p.

Lord Strathcona (Donald Smith)

Kennedy, Howard Angus. « Lord Strathcona », Toronto, Ryerson Press, 1928, 32p.

MacNaughton, John. « Lord Strathcona », Toronto, Oxford University Press, 1926, 424 p.

Matthews, E.W. (1910) « Canada's Coeur de Lion and British Hearts of Oak : containing ninetieth birthday greetings to the Rt. Hon. Lord Strathcona & Mount Royal. » London, Richard J. James, 1910, 182p.

McDonald, Donna. « Lord Strathcona : A Biography Of Donald Alexander Smith », Toronto, Oxford, Dundurn Press, 1996, 600p.

H J. Morgan, Canadian Men and Women of the time: A Handbook of Canadian Biography (Toronto, William Briggs, 1898), 975-977.

Pedley, James William. 1915 « Biography of Lord Strathcona and Mount Royal »,

Toronto, J. L. Nichols, 187p.

Reford, Alexander. (2012) « SMITH, DONALD ALEXANDER, 1st Baron STRATHCONA and MOUNT ROYAL », Dictionary of Canadian Biography Online, http://www.biographi.ca/009004-119.01-e.php?id_nbr=7710

Beckles, W. « Lord Strathcona : The story of this life (1820-1914). » London : Cassell & Co., 1915, 283p.

Wilson, K. « Donald Smith and the Canadian Pacific Railway », Agincourt, Book Society of Canada, 1978, 83p.

Fonds d'archives (McGill):

File Title LORD STRATHCONA

Series Title Administrative Records

Records Group 0003 **Box** 0108 **File** 01772

Date

File Title Strathcona, Lord, Endowment - Royal Victoria College

Series Title Donations, Endowments and Bequests

Records Group 0004 **Box** 0504 **File** 06809

Date 1886 - 1923

File Title Portraits - Smith, Sir Donald (Later Lord Strathcona)

Series Title Correspondence

Records Group 0004 **Box** 0074 **File** 10283

Date 1893

File Title Strathcona, Lord, Endowment - Pathology & Hygiene

Series Title Donations, Endowments and Bequests

Records Group 0004 **Box** 0504 **File** 06812

Date 1893 - 1893

File Title Royal Victoria College: Strathcona Bequest and Charter of Incorporation

Series Title Subject Records

Records Group 0004 **Box** 0295 **File** 11133

Date 1898 – 1920

File Title Strathcona, Lord, Donations

Series Title Donations, Endowments and Bequests

Records Group 0004 **Box** 0504 **File** 06811 **Date** 1899 - 1917

Fonds d'archives (McCord) :

Molson family fonds (P046) 1807-1938. - 50 cm of textual records.

